OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE D' ADIOPODOUME

Section Sciences Humaines

COMPTES FINANCIERS DES SOCIETES INDUSTRIELLES

Etude auxilliaire à l'analyse des
circuits financiers en COTE D'IVOIRE

André SCHWARTZ

Jean MICHOTTE

Août 1966

S O M M A I R E

Page

INTRODUCTION

DONNEES GENERALES SUR LE MILIEU INDUSTRIEL IVOIRIEN 3

Partie préliminaire

L' INFORMATION DE BASE - LES BILANS SIMPLIFIES D'UN ECHANTILLON DE SOCIETES INDUSTRIELLES A L'AIDE DES DOCUMENTS FISCAUX

- Choix de l'échantillon 10
- Mode d'utilisation des documents fiscaux 12
- Présentation des résultats bruts 16

Première partie = TENDANCES ET EVOLUTIONS CONSTATEES SUR LA PERIODE

- Introduction 39
- Analyse par branche =

Branche 3 et 15: exploitations forestières et industries du bois 44
6 : conserverie - café - cacao 47
9 : énergie - eau 50
14 : chimie - parachimie - caoutchouc 53
16 : montage et réparation de véhicules 56
17 : autres industries mécaniques et électriques 59
18 : industrie textile 62
20 : corps gras autres que beurre 65
23 : batiment - T.P. 68

- Aperçu général 71

Deuxième partie = ESTIMATION DE QUELQUES AGREGATS DE LA COMPTABILITE NATIONALE A PARTIR DES DONNEES DE LA COMPTABILITE D'ENTREPRISE

- Les entreprises dans la Comptabilité Nationale 74
- Extrapolation de l'échantillon 76
- Tableau de financement des sociétés industrielles 87
- Coefficients de Capital 90
- Comptes de Capital 96
- Les investissements (note complémentaire) 103
- Epargne et autofinancement 105

Troisième partie = LES CREANCIERS ET DEBITEURS DE DE L'ENTREPRISE

- Remarque générale 116
- L'Etat et l'entreprise industrielle 118
- L'Agent extérieur et l'entreprise industrielle 120

QUELQUES TABLEAU SIGNIFICATIFS

	Page
- Les sociétés industrielles selon la date d'installation	5
- Distribution regionale des sociétés	7
- Nationalité des gérants	8
- Taille de l'échantillon	11
- Bilan cumulé par branche	de 17 à 37
- Comparaison, par branche, du chiffre d'affaire et de la production au prix à la production	82
- Taux de sondage retenus	83
- Bilan differentiel global	88 et 89
- Coefficients de capital	91
- Comptes de capital, par branche	101 et 102
- Taux d'autofinancement	107

INTRODUCTION

L'analyse de cet échantillon d'entreprises s'inscrit dans le cadre plus large d'une étude des comportements financiers des agents économiques.

A cet effet, l'utilisation des statistiques bancaires se révèle insuffisante car celles-ci laissent échapper toute une série d'opérations financières qui ne transitent pas par les banques (marché des actions, crédit interentreprise, autofinancement par exemple). Par ailleurs, en ce qui concerne le crédit bancaire ou para-bancaire, les données fournies ne sont pas toujours cohérentes ni ventilées d'une manière fonctionnelle.

Sur un autre plan, il a paru difficile de pouvoir se référer aux agrégats de la Comptabilité Nationale dans la mesure où l'agent entreprise y comprend aussi bien les sociétés industrielles que l'artisanat, les entrepreneurs individuels, l'agriculture et le commerce.

Les travaux particuliers effectués sur le secteur industriel dépassent rarement le stade de l'établissement des comptes de production et sont tributaires de cadres conceptuels d'analyse et de résultats très variables qui rendent leur emploi délicat.

Pour pouvoir mieux appréhender le phénomène étudié, une investigation au niveau même de l'entreprise et non à l'échelle globale s'imposait. Les seules sources pouvant permettre cette approche sont les bilans fiscaux. De ce fait, toutes les entreprises qui ne sont pas astreintes à la présentation de ces documents sont naturellement écartées de cette étude.

Après avoir situé l'échantillon retenu dans l'ensemble du secteur industriel, trois questions seront successivement abordées:

1)- Dans un premier point, un essai d'appréciation des principales tendances et évolutions des entreprises entre 1962 et 1965 sera tenté à partir de quelques indicateurs considérés comme les plus représentatifs. Cette démarche, limitée aux branches qui semblent les plus homogènes a pour objet d'essayer d'appréhender le comportement financier des entreprises et d'ouvrir la voie à une technique d'observation qui ne soit pas trop lourde mais qui permette néanmoins une analyse assez fine. Avant tout, l'objectif visé est de tester la valeur d'une méthode.

2)- Dans un second point, le but recherché est de voir comment il est possible d'estimer quelques agrégats de la Comptabilité Nationale en se référant aux renseignements recueillis dans les bilans des entreprises.

3)- Un troisième point devant faire l'objet d'une étude ultérieure se propose de tenter une esquisse de la stratégie des agents économiques aussi bien intérieur qu'extérieur dans leurs relations financières avec les entreprises ivoiriennes.

Approche qualitative du milieu industriel ivoirien

Un dépouillement systématique du registre central du commerce auprès de la Cour d'Appel d'Abidjan (*), a permis de ventiler les entreprises de type "société" selon :

le secteur d'activité
la localisation
la forme juridique
la nationalité du gérant
la date d'installation

Les ventilations sont tributaires de la nature plus juridique qu'économique du Registre, surtout pour ce qui concerne le lieu d'activité réelle. Par ailleurs, il n'a pas été possible d'adapter la nomenclature des activités adoptée par l'auteur à la nomenclature type des Services des Comptes économiques.

Source: Etude statistique réalisée en 63 - 64 par M. W. Oppity, expert CEE, chargé d'études à la Direction de Statistiques d'Abidjan. Document dactylographié (Direction des Etudes de Développement).

Une étude moins systématique de certaines activités industrielles au cours de la période 58 - 66 peut être trouvée dans les bulletins de la Chambre d'industrie de Côte d'Ivoire - cf. en particulier les nº 9 - 10 - 11 de 1966 .

Vu d'ensemble des résultats

A la mi-septembre 64 = 1222 sociétés au registre
dont 175 ont leur siège social hors de la Côte d'Ivoire

Secteur	Nombre de sociétés	
	total	installées depuis 1960
Pêche maritime	14	13
Exploitation foresti.	55	21
Agricole	63	26
Extraction	15	8
Energie	5	2
Industrie	255	129
Bâtiment T.P.	140	61
Transports	124	62
Commerces	433	174
Hotellerie	23	11
Banques - Assurances	32	9
Autres services	63	24
TOTAL...	1.222	540

Localisation = Abidjan 1.030
Ailleurs 192

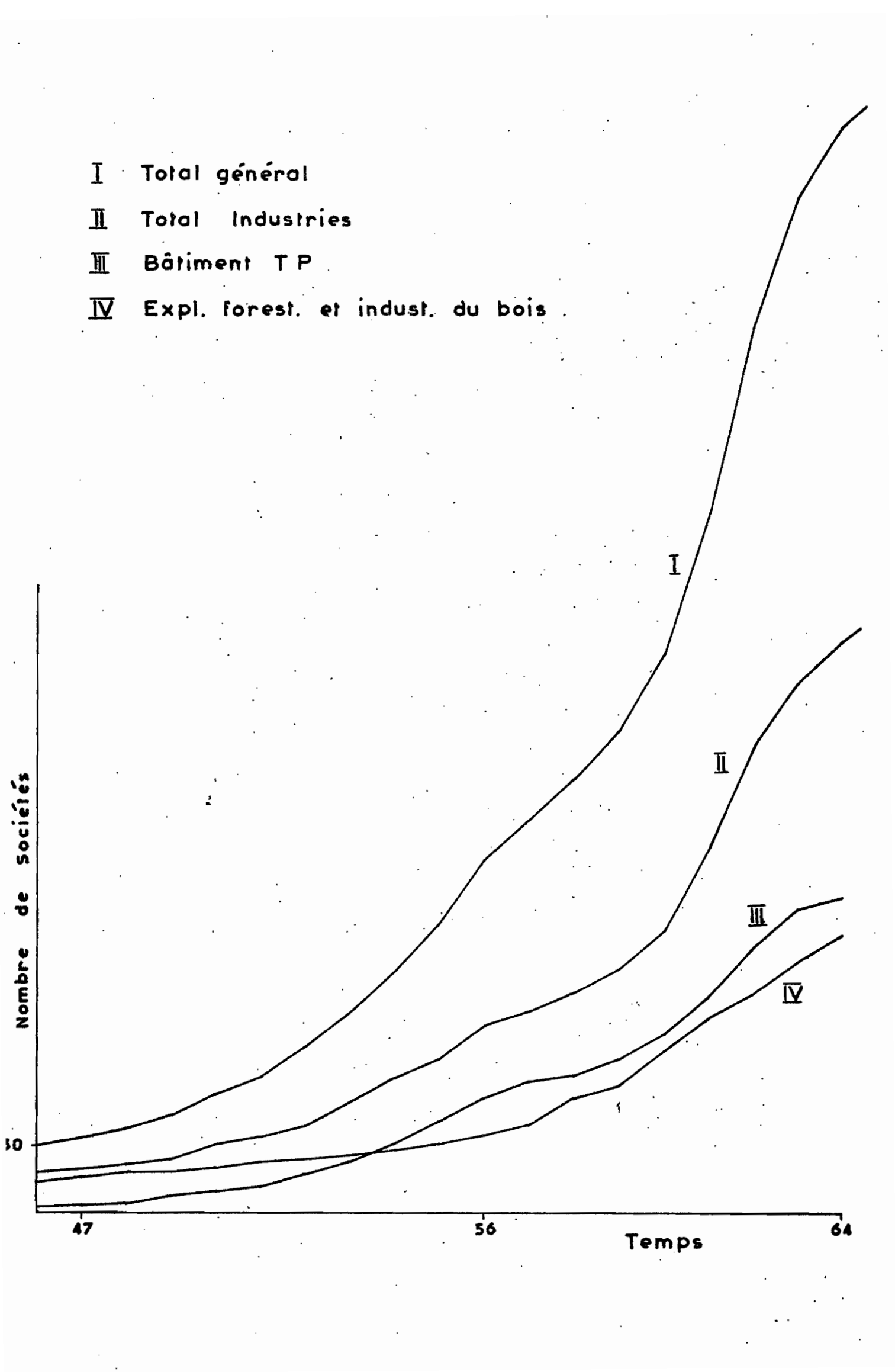
Nombre d'établissements= 1 seul : 1.114
2 ou 3 : 76

Forme juridique = S A R L = 750
S A
ou Société d'Etat = 432

Nationalité du gérant = Non africain = 92 %
Ivoirien 4 %
Autres africains 3 %

- DATE D'INSTALLATION -

	Activité Principale	Total	Av. 47	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64
"INDUSTRIE"	Travail Grains et farine	16	1			1	1	1		1	1	1	2	2	1		1		1	2	
	Conserverie (Café - Cacao	13	1				2				1				1			3	4		1
	Boisson - Glace	4				1							2					1			
	Autres Industries élément-Tabac	13											1			1		4	5	1	1
	Materiaux de Construction	7	2		1				2					1		1					
	Industrie du Bois	69	6		1		2	1	1	2	1	2	4	1	5	3	9	10	7	7	7
	Chimie Caoutchouc - etc -	15		1						1							1	6	1	4	1
	Art. de Caoutch. et matière-Plast.	6										1	1			1	1		2		
	Corps - Gras	5	1				1				1								1		1
	Première transform. des métaux	1													1						
	Autres Industries mécan. et Elect.	45	2	1			1	1	1	4	3		2		1		3	6	12	6	2
	Montage-Rép. Véhicules-Pièces Rech.	24	2							1	1		3	2		2	1	2	4	4	2
	Industries textiles	15	2							1	1	1				3		2	3	1	1
	Cuirs et articles chaussants	3																1	1		1
	Produits Industr. divers	19	1						1	1	1	3	1					2	5	3	1
	Total "Industrie"	255	18	2	2	2	7	3	5	11	10	8	16	6	9	11	16	37	46	28	18
	Pêche Industrielle	14															1	3	5	2	3
	Exploitation forestière	55	8	2	1			2			1	1		3	7	2	7	5	4	8	4
	Extraction	15	1						1		1	1	3						3	3	2
	Energie	5							1					1		1		1	1		
	Batiment - Annexes-et T.P.	140	3		1	4	2	2	6	5	8	10	10	7	3	7	11	18	22	17	4
	T o t a l	484	30	4	4	6	9	7	13	16	20	20	29	17	19	21	35	64	81	58	31


I Total général
II Total Industries
III Bâtiment T P
IV Expl. forest. et indust. du bois
I
II
III
IV
Nombre de sociétés
50
47
56
64
Temps

- DISTRIBUTION REGIONALE -

	ACTIVITE PRINCIPALE	Abengourou	Abidjan	Adzopé	Agboville	Agnibilekrou	Bingerville	Bondoukou	Bouaflé	Bouaké	Brobo	Dabou	Daloa	Danané	Daoukro	Dimbokro	Divo	Duékoué	Gagnoa	Grand- Bassam	Grand-Lahou	Issia	Katiola	Lakota	Man	Oumé	Sassandra	Séguéla	Sikensi	Soubré	Tiassalé	Département: Sud	Cent. Ouest	Nord	Centre	Est	Ouest	Côte d'Ivoire
INDUSTRIE	Travail grains farine	1	5			1				2									1				1	1							8	3		2		1	16
	Conserv.café - cacao		11																	1										1	13						13
	Boissons - glaces		4																												4						4
	Autres indust.alim.tabac		10							3																					10			3			13
	Mat. de construction		5							1		1																			6			1			7
	Industrie du bois		44		2					3			2	2	1	3	1	1	3	1				1		2			1	2	52	6		7		4	69
	Chimie - caoutch. etc...		15																												15						15
	Art. caoutch. met. plast		6																												6						6
	Corps gras		5																												5						5
	Prem. transf.des métaux		1																												1						1
	Autres ind. mécan. élec.		44							1																					44			1			45
	Montage, rép. véhicules	1	15	1									2	1	1				2					1							16	4		1	1	2	24
	Industrie textile	1	12							2																					12			2	1		15
	Cuirs, art. chauffants		3																												3						3
	Prod. indust. divers		19																												19						19
	" Industrie "	3	199	1	2	1				12		1	6	3	2	3	1	1	6	4			1	3		2			1	3	214	13		17	4	7	255
	Pèche industrielle		14																												14						14
	Expl. forestières	2	39	1	2		1		1									1	1		2					2		1		2	48	3		1	2	1	55
	Extraction		9							2										1	2						1				10		1	4			15
	Energie		5																												5						5
	Batiment - T. P.		117			1		1		11	1			1					4					3	1						117	5		12	2	4	140
	TOTAL	5	383	2	4	2	1	1	1	25	1	1	6	4	2	3	1	2	11	4	1	2	2	1	6	1	4	1	1	5	408	21	1	34	8	12	484

			(*) "Industrie"	Pêche industrielle	Exploitations forestières	Extraction	Energie	Batiment annexes T.P.	Total
Nombre d'établissements	Société à ...établissements	1	238	14	54	15	5	133	459
		2	11		1			3	15
		3	3					3	6
		5						1	1
		9	3						3
	Total		255	14	55	15	5	140	484
Nationalité des gérants	Ivoiriens		9	2	3			12	26
	Autres africains		1					3	4
	Francais		229	11	49	13	5	119	426
	Autres européens		7	1	2	2		2	14
	Libanais		7		1			2	10
	Autres							1	1
	Non déclarée		2					1	3
Forme juridique	S.A.R.L.		166	13	38	8		86	311
	S.A.		84	1	16	6	5	46	158
	Société d'Etat					1			1
	Autres Sociétés		5		1			8	14
	dont Siège Social à l'étranger		11		1	4	2	23	41

(*) Le Poste "Industrie" regroupe les 15 premiers postes des tableaux précédents.

L' INFORMATION DE BASE =

étude d'un échantillon de sociétés industrielles
à l'aide des documents fiscaux

- Choix de l'échantillon
- Mode d'utilisation des documents fiscaux
- Présentation des résultats

Choix de l'échantillon

Les entreprises choisies doivent, pour les nécessités de l'enquête, avoir - aux Contributions - un dossier complet depuis 1962 - (ou depuis leur créations, si elle est postérieure à cette date). Il a été procédé à des recoupements entre la liste ainsi obtenue d'après les dossiers fiscaux et les listes diverses qui, au Plan, ou a l'occasion d'études sectorielles, font apparaître , par branche, les sociétés les plus importantes.

Au total 140 entreprises ont été retenues . Sans être exhaustif, l'échantillon parait représenter correctement la physionomie de la plupart des branches. La branche 10 (activité extractive) a été provisoirement tenue à l'écart (insuffisances des bilans, du reste pas disponibles dans leur totalité). La branche 2 (cultures industrielles) souffre de l'absence de certaines sociétés dont les bilans n'ont pu être consultés.

Nº	Secteurs retenus	Echantillons
2	Agriculture industrielle et d'exportations	5
3 et 15	Exploitations forestières et Industrie du Bois	23
4	Pêche Industrielle.	5
5	Travail des grains et farine.	3
6	Conserverie - Café - Cacao -	5
7	Boissons.	3
8	Autres industries alimentaires - Tabac	4
9	Energie - Eau	3
11	Première transformation des metaux	4
12	Matériaux de construction	5
13	Engrais	3
14	Chimie - Panachimie - Caoutchouc	9
16	Montage et reparation de véhicules.	4
17	Autres industries mécaniques et électriques	11
18	Industrie Textile	8
19	Cuirs et articles chaussants	6
20	Corps gras.	4
21	Article de caoutchouc et Matières plastiques	3
22	Produits industriels divers	4
23	Batiments T.P.	24
10	Activité extractive	4
	Total Sociétés industrielles	140

Mode d'utilisation des documents fiscaux

Les entreprises assujetties à l'impôt progressif sur les bénéfices industriels et commerciaux sont tenues de joindre à leur déclaration les pièces justificatives que sont les comptes d'exploitation, bilan, et tables d'amortissement.

Pour les 140 entreprises de l'échantillon, nous avons étudié essentiellement les bilans - de 1962 à 1965 - et utilisé accessoirement les autres documents pour éclairer le contenu de certains postes.

Il a fallu simplifier et condenser l'information de sorte que les postes du Passif et de l'Actif retenus présentent une relative homogeneïté entre les sociétés, malgré l'absence d'un Plan Comptable, et se prêtent aisément aux analyses ultérieures. Ces deux exigences sont contracditoires par exemple le poste "Court terme hors banque" qui réunit - grosso modo - les comptes de tiers, perd l'information concernant la personnalité du débiteur ou créancier.

Contenu des postes des bilans simplifiée

ACTIF :

Etablissement net = Frais d'établissement net. Ces frais (d'installation, d'augmentation de cpital....) placés au bilan des entreprises au même titre que les immobilisations, et donnant lieu à des amortissements annuels, sont - d'un point de vue économique - des dépenses à placer au compte d'exploitation des entreprises. Les amortissements représentent une forme de l'épargne.

Immobilisations brutes = Ce poste comprend = Terrains, constructions, matériel, outillage; immobilisations en cours. L'amortissement fiscal est une réalité comptable plus qu'économique: il a paru utile de le retrouver au passif, comme partie de l'épargne. Il n'a pas été possible d'isoler les achats de terrain (que la comptabilité nationale française dissocie de la F.B.C.F., les traitant comme soldes d'ajustement). Cette distorsion n'est pas considérable = l'utilisation des bilans différentiels la réduit pratiquement aux seules entreprises nouvelles; et la valeur des terres est faible, en Côte d'Ivoire, hors des zônes urbaines d'habitation, comparée au coût des autres immobilisations.

Autres immobilisations = immobilisations incorporelles, dépôts et cautionnements, titres de participation (certificats F.N.I.; obligations SONAFI essentiellement).

Valeurs d'exploitation = Nous n'avons pas cherché à distinguer les stocks-matière, en cours, et stocks-produit, car les documents comptables restent très imprécis à ce propos. Une étude de rotation des stocks exige d'ailleurs la connaissance des données trimestrielles.

Court terme hors bangue = Sous cette rubrique, ont été groupés les postes dénommés généralement = "réalisable" et "Compte de Tiers" : Avances sur commande, compte Client moins les provisions pour créances douteuses.... Le poste "Capital non appelé" a en principe été éliminé par déduction du Capital social de la partie non libérée.

Court terme bancaire = L'essentiel du compte financier. Monnaie et quasi-monnaie. Les effets à recevoir (et leur correspondant au Passif d'autres entreprises = effets à payer) sont d'un traitement délicat, car une partie peut être vue comme un crédit bancaire (la banque relayant le créancier par l'escompte). L'escompte est largement pratiquée. De ce fait, nous avons intégralement assimilé - au Passif - les effets à payer à un Crédit court terme bancaire; par symétrie la partie non escomptée "Effets à recevoir" sera affectée au poste Court terme bancaire. Elle est d'ailleurs peu importante.

PASSIF:

Amortissements = Le traitement délicat des provisions et réserves pour dépréciation ou renouvellement des Immobilisations ne s'est pas posé. De tels postes n'apparaissent généralement pas.

Capital - Réserves - Provisions : Capital social appelé - Compte de liaison - Provisions et réserves non affectées en déductions d'autres postes - Subventions - Report à nouveau -

Moyen terme - Long terme = Obligations, bons, et autres dettes à plus d'un an. La comptabilité privée distingue le moyen terme du court terme selon le temps qui reste à courir jusqu'à l'échéance.

Court terme hors banque = Fournisseurs - Personnel - Etat - autres débiteurs (surtout associés).

Court terme bancaire : Comptes financiers - C.C. débiteurs; effets à payer .

Résultat : Bénéfice ou perte; solde du Compte de profits et pertes. Selon les entreprises, il s'agit d'un bénéfice avant ou après complète distribution de dividendes.

Présentation des résultats bruts

Les bilans des entreprises,réduits à leurs postes les plus significatifs, ont été cumulés par groupes de sociétés formant des secteurs d'activité homogène. Aucune nomenclature détaillée de secteurs n'existant en Côte d'Ivoire, nous avons repris la nomenclature des branches de la D.E.D . Il est entendu que, pour quelques entreprises, notre ventilation des entreprises de l'échantillon diffère de celle pratiquée au Plan.

Compte tenu du secret statistique, il n'est pas possible d'étayer l'analyse par la publication de comptes et calculs individuels. Un regroupement par secteurs d'activité élimine ce risque, tout en fournissant une base chiffrée suffisante à l'exposé de l'argumentation.

Il a paru plus intéressant de présenter les bilans en pourcentages qu'en valeur absolue, car cela permet de mieux lire les modifications structurelles.

BRANCHE : 2 à 23 (sauf 10)

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social			
28.928,6	36.373,9	49.054,4	54.185,7	6.937,7	10.425,6	13.339,4	14.815,7

Total du Bilan			
34.902,0	45.191,0	59.057,0	74.853,0

ACTIF	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	PASSIF
Etablissement Net	0,9	0,7	0,7	1,4	21,0	20,5	19,8	19,9	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	55,5	57,5	56,9	59,9	35,7	37,6	35,9	32,3	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	4,0	4,3	3,5	3,8	12,8	12,3	14,3	20,5	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	16,0	15,4	13,7	12,0	17,0	15,8	16,9	15,9	Court terme hors banque
Court terme hors banque	20,1	18,7	20,4	20,0	10,4	10,8	9,6	8,9	Court terme bancaire
Court terme bancaire	3,5	3,4	4,8	2,9	3,1	3,0	3,5	2,5	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 2

(Unité = 1 million CFA)	Total du Bilan			
	1.833,0	2.128,0	2.620,0	3.202,0
492,2	588,5	690,1	819,4	Chiffre d'affaire
826,0	848,5	1.071,0	1.096,0	Capital Social

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	4,8	4,-	3,1	2,3	9,1	10,2	10,2	9,7	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	82,4	80,5	75,2	82,1	64,8	57,5	57,4	61,8	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	-	0,2	0,8	1,9	17,7	21,2	20,2	18,3	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	2,9	2,4	2,4	2,4	5,6	7,9	7,8	6,9	Court terme hors banque
Court terme hors banque	4,1	4,7	13,1	6,5	2,2	1,1	1,8	1,3	Court terme bancaire
Court terme bancaire	5,8	8,2	5,4	4,8	0,6	2,1	2,6	2,0	Résultat
Total	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	Total

BRANCHE : 3 § 15

Total du Bilan

(Unité = 1 million CFA)

3.771,4	6.434,9	9.319,1	10.410,2	4.355,0	6.412,0	8.699,0	10.451,0
				743,4	1.412,2	1.711,3	2.173,8

Chiffre d'Affaire — Capital Social

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	0,4	0,6	0,6	0,6	25,2	26,3	25,3	27,4	Amortissements fiscaux
Immobilisations brute	48,7	53,1	54,1	52,8	35,7	32,2	31,4	33,7	Capital reserves et provisions
Autres Immobilisations	9,2	12,4	8,4	9,4	3,4	3,9	4,4	4,9	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	10,0	9,8	10,4	10,3	25,0	23,5	21,4	20,9	Court terme hors banque
Court terme hors banque	26,4	20,7	20,4	22,1	7,0	11,9	11,3	9,3	Court terme Bancaire
Court terme Bancaire	5,3	3,4	6,1	4,8	3,7	2,2	6,2	3,8	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 4

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social				Total du Bilan
270,2	422,0	536,1	544,9	155,5	183,5	210,5	211,5	239,0	366,0	504,0	559,0

ACTIF	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	PASSIF
Etablissement Net	0,7	0,2	1,1	0,8	11,0	19,3	20,5	24,7	Amortissement fiscaux
Immobilisations brutes	85,0	82,9	80,0	78,0	66,0	51,0	40,3	35,7	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,1	0,2	1,0	0,9	-	1,1	0,3	ε	Moyen et long terme
Valeur d'exploitation	-	8,2	3,2	1,7	22,6	29,6	29,1	28,2	Court terme hors banque
Court terme hors banque	8,9	3,7	8,7	15,4	0,1	2,4	16,6	11,0	Court terme bancaire
Court terme bancaire	5,3	4,8	6,0	3,2	0,3	-3,4	-6,8	0,4	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 5

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social				Total du Bilan
99,3	173,8	2.340,3	2.193,7	6,5	1.406,5	2.006,5	2.006,5	
				26,0	1.435,0	2.448,0	2.564,0	

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	-	-	-	18,5	0,6	7,2	12,6	Amortissements Fiscaux
Immobilisations Brutes	82,2	99,6	73,5	72,3	26,2	98	82,0	80,0	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	-	-	ε	0,1	19,7	ε	0,3	0,4	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	1,1	0,1	9,0	9,9	39,3	1,2	5,0	4,8	Court terme hors banque
Court terme hors banque	4,3	0,1	17,1	17,6	-	ε	3,7	1,4	Court terme bancaire
Court terme bancaire	12,4	0,2	0,4	0,1	3,7	0,2	1,8	0,8	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 6

(Unité = 1 million CFA)

Total du Bilan

2.374,5	3.179,6	3.715,3	4.503,3		2.181,0	2.553,0	3.009,0	3.672,0
Chiffre d' Affaire					Capital Social			

A C T I F	1962	1963	1964	1965		1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	5,4	3,1	1,6	1,3		16,5	18,3	20,3	22,2	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	59,9	58,7	64,4	59,1		37,2	36,9	39,4	33,2	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,3	0,5	1,6	2,0		7,9	8,6	10,4	10,8	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	20,8	25,6	19,5	18,8		17,3	9,3	19,3	20,6	Court terme hors banque
Court terme hors banque	10,8	10,3	11,3	14,2		19,9	25,0	8,1	9,0	Court terme bancaire
Court terme bancaire	2,8	1,8	1,6	4,6		1,2	1,9	2,5	4,2	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 7

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social				Total du Bilan
1.166,6	1.372,0	1.806,4	1.618,8	907,5	907,5	960,0	970,0	2.667,0	2.935,0	3.184,0	3.223,0

ACTIF	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	PASSIF
Etablissement Net	0,4	0,4	0,4	0,4	40,7	40,4	41,1	43,8	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	70,8	68,5	69,4	72,1	38,-	36,1	34,3	33,5	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	1,6	2,8	3,4	4,2	-	6,5	6,1	6,5	Moyen et long terme
Valeur d'exploitation	12,8	11,-	12,-	13,6	6,6	7,5	8,6	8,7	court terme hors banque
Court terme hors banque	10,6	12,5	13,2	8,6	10,6	3,3	3,7	3,6	Court terme bancaire
Court terme bancaire	3,8	4,8	1,6	1,1	4,1	6,2	6,2	3,9	Résultat
Total	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	Total

BRANCHE :8

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social				Total du Bilan			
2.039,4	1.837,2	2.016,2	2.130,0	385,0	405,0	508,0	546,0	1.109,0	1.032,0	1.152,0	1.270,0

ACTIF	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	PASSIF
Etablissement Net	ε	ε	0,8	1,5	6,7	10,0	11,2	12,3	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	24,7	31,2	33,4	34,1	39,9	48,4	58,3	59,1	Capital reserves et provisions
Autres Immobilisations	19,0	14,4	9,3	8,3	2,1	0,9	1,1	0,7	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	22,1	32,2	30,1	29,0	11,2	9,9	16,5	14,4	Court terme hors banque
Court terme hors banque	17,0	14,0	16,4	14,5	30,1	22,7	1,9	4,3	Court terme bancaire
Court terme bancaire	17,2	8,2	10,0	12,6	10,0	8,1	11,0	9,2	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 9

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social			
2.391,3	2.758,4	2.977,9	4.511,9	1.010,0	1.030,0	2.050,0	2.090,0

Total du Bilan			
6.709,0	8.167,0	12.595,0	20.790,0

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etsablissement Net	-	0,3	1,-	3,4	16,7	18,1	15,7	13,1	Amortissements fiscaux .
Immobilisations brutes	80,5	78,3	77,6	82,8	33,1	31,-	29,5	18,7	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,3	0,6	0,3	0,2	37,9	39,-	46,9	56,8	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	2,8	2,6	2,2	2,8	9,4	9,1	6,6	7,4	Court terme hors banque
Court terme hors banque	14,9	13,3	11,1	10,2	1,-	1,1	0,4	4,2	Court terme bancaire
Court terme bancaire	1,5	4,9	7,8	0,6	1,9	1,7	0,9	-0,2	Résultat
Total	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	Total

BRANCHE : 11

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'affaire				Capital Social			
144,5	351,9	515,8	372,9	36,5	78,5	88,5	118,5

Total du Bilan			
176,0	270,0	446,0	507,0

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	0,3	0,2	0,7	0,6	13,5	12,4	10,1	10,9	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	52,5	43,6	38,4	44,5	32,0	28,3	25,6	29,1	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,4	0,1	0,2	1,6	15,6	7,6	7,6	14,4	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	34,6	27,0	44,0	27,2	26,3	30,8	34,8	21,5	Court terme hors banque
Court terme hors banque	5,1	23,7	14,6	24,0	10,0	16,1	17,8	21,1	Court terme bancaire
Court terme bancaire	7,1	5,4	2,1	2,1	2,6	4,8	4,1	3,0	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 12

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital Social				Total du Bilan
140,7	133,4	138,9	159,3	21,7	21,7	133,0	159,1	156,0	189,0	331,0	812,0

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	-	-	1,5	48,0	38,3	25,6	12,2	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	61,6	63,3	48,4	52,9	32,8	22,2	47,0	33,1	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	2,0	2,6	1,7	1,0	2,1	7,4	5,9	28,6	Moyen et long terme
Valeur d'exploitation	2,2	4,4	3,4	7,4	18,6	14,4	12,9	15,8	Court terme hors banque
Court terme hors banque	16,6	16,2	7,9	16,8	4,1	15,7	8,3	11,8	Court terme bancaire
Court terme bancaire	17,6	13,5	38,6	17,4	-5,6	2,0	0,3	-1,5	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 13

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'affaire				Capital Social				Total du Bilan
54,0	112,0	119,7	142,1	1,0	5,0	9,0	287,0	
				25,0	56,0	62,0	402,0	

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	0,4	-	2,1	1,6	1,6	4,2	0,9	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	7,8	10,9	13,4	2,2	3,7	10,9	16,1	70,5	Capital reserves et provisions
Autres Immobilisations	-	1,1	1,3	0,2	12,2	-	-	-	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	20,8	20,8	18,8	4,2	64,9	67,7	64,5	10,4	Court terme hors banque
Court terme hors banque	64,5	56,1	55,9	78,8	13,1	18,4	23,9	16,6	Court terme bancaire
Court terme bancaire	6,9	10,7	10,6	16,5	4,5	1,4	-8,7	1,6	Résultat
Total	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	Total

BRANCHE : 14

(Unité = 1 million CFA)

Chiffre d'Affaire				Capital social				Total du Bilan			
724,8	1.139,1	1.401,8	1.735,9	149,6	30,6	325,0	411,0	811,0	1.037,0	1.195,0	1.430,0

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	6,0	2,0	0,2	0,1	10,2	11,0	12,6	15,3	Amortissement fiscaux
Immobilisations brutes	51,2	52,7	49,6	45,1	28,7	34,9	39,2	38,4	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,7	1,4	3,0	4,0	11,8	7,9	2,9	1,0	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	20,2	21,2	21,5	23,8	36,2	35,2	32,0	30,1	Court terme hors banque
Court terme hors banque	16,4	20,2	20,4	22,0	5,7	3,2	5,6	5,4	Court terme bancaire
Court terme bancaire	5,5	2,5	5,3	5,0	7,4	7,8	7,7	9,8	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE 16

				Total du Bilan	779,0	789,0	1.017,0	1.127,0
(Unité = 1 million CFA)								
552,0	872,2	1.453,3	1.624,7		155,5	190,0	190,0	190,0
Chiffre d'affaire					Capital Social			

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	3,0	3,0	0,7	0,3	5,1	8,0	10,8	13,8	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	43,6	47,2	38,6	36,5	21,0	13,0	13,3	13,9	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	1,0	1,0	1	1,3	20,6	6,4	18,7	17,7	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	32,5	27,2	45,7	46,1	48,4	46,8	23,1	22,4	Court terme hors banque
Court terme hors banque	18,5	20,2	14,0	14,8	17,0	21,0	31,8	35,4	Court terme bancaire
Court terme bancaire	1,6	1,4	8	1,0	-12,1	4,8	2,3	6,8	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 17

(Unité = 1 million CFA)

Total du Bilan			
1.344,0	1.741,0	2.071,0	2.239,0

Chiffre d'affaire			
1.271,9	1.703,9	2.054,3	2.377,0

Capital Social			
390,7	517,5	542,5	523,2

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	€	€	€	€	11,7	12,8	13,1	15,2	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	37,7	36,8	35,7	33,7	40,1	39,3	33,5	31,0	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,8	1,0	1,5	1,6	4,6	3,0	3,3	3,3	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	34,0	30,1	27,3	28,7	30,3	23,3	32,3	29,4	Court terme hors banque
Court terme hors banque	25,5	29,6	34,0	31,8	8,9	20,7	15,0	18,0	Court terme bancaire
Court terme bancaire	2,0	2,5	1,5	4,2	4,4	0,9	2,8	3,1	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 18

(Unité = 1 million CFA)

	1962	1963	1964	1965
Total du Bilan	1.941,0	2.857,0	3.653,0	4.241,0
Capital Social	564,1	898,1	988,1	1.058,1
Chiffre d'affaire	2.135,9	2.688,1	3.805,6	3.796,1

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	0,4	0,9	0,8	ε	28,5	23,6	24,2	25,3	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	57,5	61,0	58,2	59,1	42,6	42,7	37,7	38,7	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	1,8	1,6	3,1	3,5	4,0	3,0	6,7	8,9	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	14,6	18,4	21,2	20,3	12,0	17,0	17,3	10,3	Court terme hors banque
Court terme hors banque	22,3	13,1	11,9	12,5	3,2	7,2	6,7	12,4	Court terme bancaire
Court terme bancaire	3,4	5,0	4,8	4,6	9,7	6,5	7,4	4,4	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 19

(Unité = 1 million CFA)	Total du Bilan			
	148,0	370,0	837,0	952,0
228,3	421,4	1.231,6	1.264,9	
	21,7	110,9	126,9	127,9

	Chiffre d'affaire				Capital Social				
A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	ε	–	–	0,2	13,3	9,3	8,7	13,1	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	47,0	58,6	40,7	51,2	19,0	33,3	22,6	28,5	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,9	0,4	1,1	3,0	5,3	0,8	2,5	2,8	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitations	32,4	20,2	39,8	24,3	61,9	43,0	46,3	37,6	Court terme hors banque
Court terme hors banque	7,0	16,0	17,0	20,3	0,1	0,9	11,0	11,5	Court terme bancaire
Court terme bancaire	12,7	4,8	1,4	1,0	0,4	12,7	8,9	6,5	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 20

(Unité = 1 million CFA)

2.239,0	2.531,0	3.261,0	3.299,0				
3.570,9	4376,3	4.964,1	5.409,3	478,2	876,0	876,0	1.128,0

Capital Social

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	-	-	ε	18,4	18,8	15,7	18,8	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	39,8	36,9	32,5	36,0	40,0	44,9	38,4	40,4	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	16,0	15,1	12,9	18,9	-	-	-	-	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	27,5	31,9	28,6	25,8	20,1	17,0	18,0	24,6	Court terme hors banque
Court terme hors banque	15,2	15,6	17,5	16,5	14,4	11,8	18,6	8,9	Court terme bancaire
Court terme bancaire	1,5	0,5	8,5	2,8	7,1	7,5	9,3	7,3	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 21

(Unité = 1 million CFA)

52,5	71,8	100,5	160,1	Chiffre d'affaire	73,0	93,0	122,0	190,0
37,2	37,2	37,2	47,2	Capital Social				

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	-	-		28,7	32,2	27,9	22,5	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	87,0	75,9	65,9	63,6	44,2	44,3	36,9	33,8	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,5	0,4	0,6	1,0	-	-	-	-	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	2,0	9,7	14,5	22,5	15,2	21,5	28,8	35,9	Court terme hors banque
Court terme hors banque	7,0	11,3	17,6	11,9	-	-	2,2	4,2	Court terme bancaire
Court terme bancaire	3,5	2,7	1,4	1,0	11,9	2,0	4,2	3,6	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 22

(unité = 1 million CFA)

					178,0	208,0	422,0	784,0
151,4	189,4	286,9	432,6		59,5	59,5	169,5	219,5
Chiffre d'affaire					Capital Social			

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	-	-	6,7	15,0	30,8	32,1	19,0	13,0	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	71,9	62,3	54,3	55,2	37,6	32,4	39,1	28,4	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	0,2	2,0	4,2	2,3	3,6	2,0	0,5	29,2	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	16,1	22,3	17,1	15,6	16,9	26,6	25,4	18,0	Court terme hors banque
Court terme hors banque	11,5	10,5	8,5	6,7	11,0	9,6	14,0	11,2	Court terme bancaire
Court terme bancaire	0,3	2,9	9,2	5,2	0,1	- 2,7	2,0	0,2	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

BRANCHE : 23

(Unité = 1 million CFA)				Total du Bilan			
				7.915,0	10.020,0	11.521,0	13.140,0
7.297,0	7.548,0	9.580,5	9.878,6	421,6	446,9	560,9	586,9
Chiffre d'affaire				Capital Social			

A C T I F	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965	P A S S I F
Etablissement Net	ε	-	ε	-	24,8	22,5	23,6	25,5	Amortissements fiscaux
Immobilisations brutes	37,2	40,1	39,8	38,3	27,3	32,4	30,5	29,3	Capital réserves et provisions
Autres Immobilisations	3,6	3,9	3,4	4,0	9,9	9,4	4,1	4,3	Moyen et long terme
Valeurs d'exploitation	24,5	21,8	14,5	12,9	17,7	15,9	21,9	23,1	Court terme hors banque
Court terme hors banque	32,7	32,8	40,9	42,9	18,1	18,6	19,1	16,0	Court terme bancaire
Court terme bancaire	2,0	1,4	1,4	1,9	2,2	1,2	0,8	1,8	Résultat
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Total

Première Partie

TENDANCES ET EVOLUTIONS SIGNIFICATIVES CONSTATEES SUR LA PERIODE.

I N T R O D U C T I O N

Cette première approche se propose de tenter de dégager certains aspects du comportement des entreprises entre 1962 et 1965.
Au préalable deux questions se sont posées :

- Faut-il procéder à une étude particulière de chaque entreprise ou prendre en considération la branche ?
- Quels sont les moyens d'invertigation qui permettent d'appréhender avec le minimum d'incertitudes le phénomène observé.

- Le domaine de l'étude : Entreprise ou branche

L'étude particulière de chaque entreprise n'a pas été retenue pour deux raisons essentielles :

1°/ Le respect du secret statistique même si telle ou telle entreprise était désignée par un numéro.

2°/ La nécessité d'allier le souci d'analyse à celui de la synthèse : l'étude des cas individuels bien qu'étant plus fine ne permettait pas de mettre en évidence certaines caractéristiques générales au niveau de la branche.

Il a donc paru préférable d'opter en faveur de la branche tout en se référant aux entreprises pour pouvoir mieux interprèter certaines évolutions. Neuf branches sur les vingt trois constituant l'échantillon ont été choisies en fonction de leur importance dans le secteur industriel et de leur homogéneité. L'utilisation de ces deux critères a permis d'éliminer des branches homogènes dont les activités étaient trop reduites (la branche 2 par exemple) et des branches importantes dont les entreprises n'étaient pas très homogènes (la branche 5 par exemple).

La méthode d'analyse

Etant donné que l'étude est effectuée à l'échelle de la branche, il a été nécessaire de choisir dans les bilans cumulés les postes dont le rapprochement peut fournir des indications utiles sur le comportement financier des entreprises et y adapter les instruments d'observation les plus adéquats.

Les principaux points qui ont été abordés dans le cadre de cette démarche sont les suivants :

- L'appréciation de la liquidité par le rapport fonds de roulement / dettes à court terme et les variations annuelles des postes de l'actif circulant, des investissements et du chiffre d'affaires.

- Le crédit bancaire et le crédit interentreprise : l'indicateur retenu pour leur appréhension est leur importance relative dans le bilan cumulé des branches.

- La nature de l'endettement : il s'agit d'apprécier et de comparer le volume des exigibilités à court terme et celui des exigibilités à long terme. La méthode d'observation utilisée est la même que la précédente.

- Les relations entre capitaux propres, capitaux permanents investissements et autofinancement :

Les capitaux propres : il serait plus exact de parler de ressources propres afin de distinguer cet agregat de celui couramment utilisé par les comptables privés. Ils correspondent à l'accroissement du capital social des réserves et provisions plus l'accroissement des amortissements et le résultat.

Les capitaux permanents sont égaux aux capitaux propres auxquels il convient d'ajouter l'accroissement des emprunts à moyen et à long terme.

Les investissements sont calculés à partir de l'accroissement des immobilisations brutes.

L'autofinancement est obtenu suivant la formule Epargne/investissements plus ou moins Δ(stocks).

o o
o

Reparques Générales

Quelques observations ressortent de l'étude des branches qui suit et sur lesquelles il convient de mettre l'accent:

1) Les entreprises jouissent dans l'ensemble d'un ratio de liquidité positif, particulièrement en 1964 et 1965. Les seules exceptions concernent la branche 3-15 en 1963, la branche 6 en 1962 et la branche 16 en 1962 et 1963.

Les principales causes de variation du ratio de liquidité semblent être.

- La baisse du crédit client (p e les branches 17 et 20)
- La diminution des stocks ou de leur taux d'accroissement (p.e les branches 17 et 23 en 1964).

- L'augmentation des charges liées au programme d'investissements et à l'extension des activités (p.e les branches 3§15 et 18 en 1963, la branche 9 en 1965).

Les informations disponibles n'ont pas permis de compléter l'étude de la liquidité générale par celle de la tresorerie et de la rotation de l'actif circulant qui relève davantage de la strategie propre à chaque entreprise que du comportement de la branche. Cette insuffisance devra être comblée par une enquête sur les délais de paiement accordés par les entreprises à la clientèle et l'importance des créances non payées ou prorogées.

Par ailleurs il serait d'un grand intérêt de pouvoir appréhender la rotation des stocks dans la mésure où il a été difficile de distinguer dans les renseignements recueillis les stocks produits, des stocks matières et dés en cours, d'éliminer les variations conjoncturelles, de définir un stock moyen, et d'obtenir des données trimestrielles.

2) Le crédit interentreprise a une position privilégiée dans le secteur industriel. Sur la période considérée, le crédit client et le crédit fournisseur sont nettement supérieurs aux exigibilités bancaires (1). Quelques exceptions doivent être mentionnés: la branche 16 en 1964 et en 1965, la branche 17 où les exigibilités bancaires sont en moyenne assez elèvées et la branche 23 où le crédit bancaire tient une place aussi grande que le crédit fournisseur.

Le caractère dominant du crédit interentreprise rejaillit sur le volume des disponibilités bancaires qui sont très faibles au cours de la période. Les entreprises ont généralement peu d'avoirs auprès des institutions financières (principalement banques et OPT)

---

1 - Le crédit client et le crédit fournisseur ont été assimilés d'une manière extensive à la totalité du "court terme hors banque"

Pour être plus instructive, cette première approche devrait être complètée par l'étude :

- d'une part, de la forme que revêt le crédit interentreprise: comptes courants réciproques, comptes courants d'associés, avances .

- d'autre part, de l'origine du crédit interentreprise : il s'agit de déterminer quel est le volume du crédit que se consentent mutuellement les entreprises sur le plan local et celui qui vient de l'extérieur.

Cela permettrait de connaître selon quelles modalités s'effectuent les opérations de crédit et par quels canaux elles transitent.

3) L'endettement à moyen et à long terme est moins élevé que l'endettement à court terme. La seule exception concerne la branche 9 où l'accroissement des investissements à obligé les entreprises de la branche a avoir recours au marché financier - (1).

De même que pour le crédit à court terme, il faudrait pouvoir mettre en évidence les modalités des emprunts à moyen et à long terme et les voies par lesquelles ceux-ci cheminent.

Ces exigibilités à moyen et à long terme des entreprises peuvent être plus facilement identifiables et mesurables que les crédits à court terme étant donné qu'elles transitent en grande partie par les institutions publiques de crédit et interessent principalement les Societés d'état et d'économie mixte (p.e les branches 2 et 3).

Notons que leur confrontation avec les statistiques bancaires n'est pas aisée compte tenu du décalage dans l'enregistrement des prèts et du contenu du "moyen terme" dans la comptabilité bancaire et celle des entreprises.

4) L'accroissement des capitaux propres est supérieur aux investissements en déhors des branches 3 x 15 et 18 en 1963, de la branche 20 en 1965 et de la branche 9 sur toute la période.

---

(1) - L'accroissement des investissements est surtout du aux importantes dépenses d'équipement de l'Energie Electrique de la Côte d'Ivoire (E.E.C.I.).

Analyse par branche

Seront successivement étudiées les branches:

- 3 et 15 : exploitations forestières et industries du bois
- 6 : conserverie - café - cacao
- 9 : énergie - eau
- 14 : chimie - parachimie - caoutchouc
- 16 : montage et réparation de véhicules
- 17 : autres industries mécaniques et électriques
- 18 : industrie textile
- 20 : corps gras autres que beurre
- 23 : bâtiment T.P.

BRANCHE : 3 et 15 EXPLOITATIONS FORESTIERES ET INDUSTRIES DU BOIS

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de deroulement / Dettes à court terme (en %)			30	- 4	13	23
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaires		-	42	45	11
	Stocks		-	44	44	20
	Actif	Court terme hors banque	-	20	14	30
		Court terme bancaire	-	- 4	143	- 6
	Passif	Court terme hors banque	-	38	24	17
		Court terme bancaire	-	140	29	- 1

o o
o

LIQUIDITE

Entre 1962 et 1965, le ratio de liquidité est positif sauf en 1963. Le taux d'accroissement des ventes diminue considérablement en 1965 car il n'est plus que de 1.1 % contre une moyenne de 43 % environ au cours des années précédentes.

La valeur négative du ratio de liquidité en 1963 résulte de l'augmentation des charges d'investissement que l'accroissement des créances sur les clients et des stocks ne parvient pas à compenser.

L'amélioration du ratio de liquidité en 1964 est la conséquence de la progression des stocks et des disponibilités auprès des banques plus rapide que celle de l'endettement à court terme. Cette dendance se maintient en 1965 mais il faut mentionner l'augmentation du crédit client qui prend le relais des stocks dont la croissance est moins forte que les années précédentes.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	26,4	20,7	20,4	22,1
	Court terme bancaire	5,3	3,4	6,1	4,8
Passif	Court terme hors banque	22,0	23,5	21,4	20,9
	Court terme bancaire	7,0	11,9	11,3	9,3
	CREDIT à moyen et long terme	3,4	3,9	4,4	4,9

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Les disponibilités auprès de clients représentent en moyenne 22,4 % de l'actif et les avoirs auprès des banques 5 % environ. Entre 1962 et 1965, le rapport entre les deux grandeurs s'établit autour de 1 à 4 avec un maximum de 1 à 6 en 1963 et un minimum de 1 à 3 en 1964.

Les exigibilités envers les fournisseurs forment en moyenne 22,7 % du passif et les dettes bancaires près de 10 %. Le rapport entre ces deux formes de crédit est de 1 à 3 en 1962 et de 1 à 2 durant les années suivantes.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les dettes à court terme contituent 32,6 % du passif des entreprises et les dettes à long terme 4 %. Cependant, l'écart entre les deux formes d'endettement s'amenuise au cours de la période puisqu'il passe de 1 à 7 en 1962 à 1 à 5 en 1965.

Investissements-Capitaux propres et permanents-Autofinancement

	Postes	1963	1964	1965
En %	Δ (Capitaux propres)/ Investissement	83	120	162
	Δ (Capitaux permanents)/Investis.	91	130	178
	Accroissement relatif des Immobilisations	60	38	17
Taux d'autofinancement		17	89	86
Epargne (en millions de francs CFA)		251	1408,9	848,3

Au cours de l'année 1963, l'accroissement des capitaux propres ainsi que celui capitaux permanents ne parviennent pas à couvrir les besoins des entreprises. En revanche en 1964 et en 1965, ils est supérieur aux investissements.

L'autofinancement passe de 17 % à plus de 80 % durant la période considérée. Sa faiblesse en 1963, s'explique par le fort accroissement des investissements et l'insuffisance de l'épargne.

. L'amélioration enregistrée en 1964, est due principalement à l'importante augmentation de l'épargne qui passe de 251 millions de francs à 1408, 9 millions. En 1965, le taux d'autofinancement fléchit légèrement : on constate un ralentissement général, dans le rythme de croissance des stocks et des immobilisations, lié à une chute de l'épargne.

o o
o

BRANCHE : 6 CONSERVERIE - CAFE - CACAO

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à court terme (en %)			- 7	10	18	27
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	34	17	21
	Stocks		-	44	-10	17
	Actif	Court terme Hors banque	-	12	29	52
		Court terme bancaire	-	-27	4	255
	Passif	Court terme Hors banque	-	-36	143	30
		Court terme bancaire	-	47	-62	36

o o
o

LIQUIDITE

Entre 1962 et 1963, le ratio de liquidité générale croit régulièrement puisqu'il passe de 7 % à 27 %. L'accroissement moyen des ventes durant cette période est de 24 % avec un maximum de 34 % en 1963 et un minimum de 17 % en 1964.

L'amélioration continue du ratio de liquidité est la conséquence :

- de la croissance des stocks et des disponibilités auprès des clients en 1963.
- de l'augmentation des créances sur les clients en 1964.
- de l'importante progession des éléments constituant l'actif circulant en 1965.

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Les avoirs bancaires des entreprises sont assez faibles. Il représentent en moyenne 2,7 % de l'actif contre 11,7 % pour le crédit client.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	10,8	10,3	11,3	14,2
	Court terme bancaire	2,8	1,8	1,6	4,6
Passif	Court terme hors banque	17,3	9,3	19,3	20,6
	Court terme bancaire	19,9	25,0	8,1	9,0
	CREDIT à moyen et long terme	7,9	8,6	10,4	10,8

En ce qui concerne les exigibilités à court terme, on note une modification du comportement des entreprises durant la période considérée. En 1962 et 1963, les dettes bancaires dominent ; particulièrement en 1963 où elles constituent 25 % du passif contre 9,3 % pour le crédit client.

En revanche les dettes envers les fournisseurs forment environ 20 % du passif et le crédit bancaire 8,5 % à partir de 1964.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les dettes à court terme représentent en moyenne 32 % du passif et les dettes à long terme 9,4 %. Cet écart tend à s'amenuiser car il passe de 1 à 4 en 1962 et 1963 à moins de 1 à 3 en 1964 et 1965.

Investissements - Capitaux propres et permanents - Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ (Capitaux propres)/Investissements	155	102	135
	Δ (Capitaux permanents)/ Investis.	180	123	171
	Accroissement relatif des Immobilisations	14	29	12
Taux d'autofinancements		63	80	106
Epargne (en million de francs CFA)		248,6	279,4	313,8

Les investissements sont entièrement couverts par l'accroissement des capitaux propre (ainsi que par celui des capitaux permanents).

L'autofinancement est de plus en plus important au cours de la période. En 1963, le taux est moins élèvé que les années suivantes à cause de la croissance des stocks. Le volume de l'épargne augmentant régulièrement, la réduction des stocks en 1964 et des investissements en 1965 entraineront une progression rapide de l'autofinancement.

o o

o

BRANCHE : 9 ENERGIE - EAU

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de Roulement / Dettes à court terme (en %)			84	103	201	17
Accroissement relatif en %	Chiffre d'Affaire		-	15	8	51
	Stocks		-	13	32	107
	Actif	Court terme hors banque	-	8	29	52
		Court terme bancaire	-	294	143	- 86
	Passif	Court terme hors banque	-	19	11	85
		Court terme bancaire	-	34	- 37	1395

o o
o

LIQUIDITE

Le ratio de liquitité générale subit une forte progression de 1962 à 1964 suivie d'une baisse importante en 1965. Durant cette période les ventes sont assez flutuantes. Après avoir connu un ralentissement en 1964, elles accusent une reprise très nette en 1965.

L'aisance des entreprises resulte de l'important accroissement des avoirs bancaires en 1963 et de l'augmentation des créances sur les clients et sur les banques en 1964. L'étroitesse du ratio de liquidité en 1965 provient de la contraction des disponibilités bancaires et de la croissence des dettes envers les banques. (charge élèvées d'investissements) que l'augmentation des stocks ne parvient pas à combler.

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Le crédit client occupe en moyenne 12,4 % de l'actif et les avoirs bancaires 3,7 %. Notons cependant, que ces derniers tiennent une place non négligeable particulièrement en 1963 et 1964.

Postes en % ou total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	14,9	13,3	11,1	10,2
	Court terme bancaire	1,5	4,9	7,8	0,6
Passif	Court terme hors banque	9,4	9,1	6,6	7,4
	Court terme bancaire	1,0	1,1	0,4	4,2
	CREDIT à moyen et long terme	37,9	39,0	46,9	56,8

L'importance moyenne du crédit fournisseur et du crédit bancaire dans le passif est respectivement de 8 % et de 1,7 %. En 1965, l'écart est moins grand et n'est plus que de 7,4 % contre 4,2 %.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Au niveau des entreprises de cette branche, les exigibilités à moyen et à long terme prédominent incontestablement. Elles représentent en moyenne 45,1 % du passif et les dettes à court terme 9,2 % durant la période considérée.

Investissements - Capitaux propres et permanents - Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres)/Investis.	65	46	3
	Δ(Capitaux permanents)/Investis.	130	127	82
	Accroissement relatif des Immobilisations	18	53	76
Taux d'autofinancement %		62	15	2
Epargne (en million de francs CFA)		632,7	529,8	156,7

Entre 1962 et 1965, les investissements sont largement supérieurs à l'accroissement des capitaux propres. Ils seront couverts en 1963 et en 1964 grâce à l'augmentation des capitaux permanents. Ces dernières étant insuffisantes en 1965, une partie des investissements devra être financée sur des ressources à court terme.

Au cours de la période, le taux d'autofinancement subit une baisse considérable. Cela s'explique par la forte croissance des immobilisations qui est respectivement de 53 % et 76 % en 1964 et 1965 et par la modicité de l'épargne en 1965.

o o

o

BRANCHE : 14 CHIMIE PARACHIMIE - CAOUTCHOUC

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à court terme (en %)			ε	14	25	43
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	57	23	24
	Stocks		-	34	17	32
	Actif	Court terme hors banque	-	57	16	29
		Court terme bancaire	-	-41	147	13
	Passif	Court terme hors banque	-	24	4	13
		Court terme bancaire	-	-26	98	14

LIQUIDITE

Entre 1962 et 1965, le ratio de liquidité générale s'améliore régulièrement tandis que le rythme de progression des ventes diminue.

La faible aisance des entreprises en 1963 provient de l'accroissement des exigibilités à court terme envers les fournisseurs et de la baisse des avoirs bancaires étant donné que durant cette année on note une élévation des stocks et des disponibilités auprès des clients. En 1964, la croissance des avoirs bancaires et la contraction des dettes entrainent une amélioration du ratio de liquidité qui se poursuivra en 1965 grâce à l'augmentation des stocks et des créances sur les clients.

CREDIT INTERENTREPRISE ET CREDIT BANCAIRE

Le crédit client représente en moyenne près de 20 % de l'actif et les disponibilités bancaires environ 5 %.

Postes En % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	16,4	20,2	20,4	22,0
	Court terme bancaire	5,5	2,5	5,3	5,0
Passif	Court terme hors banque	36,2	35,2	32,0	30,1
	Court terme bancaire	5,7	3,2	5,6	5,4
	CREDIT à moyen et long terme	11,8	7,9	2,9	1,0

Les exgibilités à court terme sont dominées par les dettes envers les fournisseurs qui forment en moyenne 33 % du passif contre 5 % pour le crédit bancaire.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les dettes à court terme constituent en moyenne 38 % du passif et le crédit à moyen et à long terme 5,9 %. Cependant, il convient de mentionner la nette diminution de l'endettement à moyen et à long terme qui ne représente que 1 % du passif en 1965.

Investissements-Capitaux propres et permanents Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres)/ Investis.	158	376	380
	Δ(Capitaux permanents)/ Investis.	147	275	342
	Accroissement relatif des Immobilisations	32	8	9
Taux d'autofinancement		68	94	82
Epargne (en million de francs CFA)		127,5	78,8	111,5

Durant la période considérée l'accroissement des capitaux propres est supérieur aux investissements. Ceci ressort clairement en 1964 et 1965. Les capitaux permanents ont un rythme de progression moins important à cause du désendettement à moyen et à long terme des entreprises ente 1963 et 1965.

L'autofinancement est moins élevé en 1963 que les autres années en raison de l'accroissement des investissements. Il augmente en 1964 à la suite du ralentissement des investissements et du stockage car l'épargne est plus faible que l'année précédente. La baisse qui s'amorce en 1965 résulte de l'augmentation des investissements et des stocks.

o o

o

BRANCHE : 16 MONTAGES ET REPARATIONS DE VEHICULES

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à court terme (en %)			- 20	- 29	8	29
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaires		-	58	66	11
	Stocks		-	- 15	117	12
	Actif	Court terme hors banque	-	11	- 11	16
		Court terme bancaire	-	- 6	- 85	56
	Passif	Court terme hors banque	-	- 2	- 36	7
		Court terme bancaire	-	24	95	11

o o
o

LIQUIDITE

En 1962 et 1963, les dettes à court terme sont nettement supérieures aux valeurs réalisables et disponibles. A partir de 1964 le ratio de liquidite devient positif et progresse régulièrement. Durant cette période le chiffre d'affaire augmente dans de fortes proportions sauf en 1965 où il subit une baisse assez importante.

La valeur négative du ratic de liquidité au cours de 1963 est due principalement à la diminution des stocks et à l'augmentation des exigibilités bancaires. L'amélioration observée en 1964 trouve son origine dans la croissance des stocks qui compense amplement l'effet cumulé de la regression des disponibilités et la croissance du crédit bancaire. En 1965, c'est surtout l'accroissement du crédit client et des avoirs bancaires qui permetta aux entreprises de jouir d'une plus grande aisance.

.../...

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Les disponibilités des entreprises se présentent presque totalement sous forme de crédits accordés aux clients. Ceux-ci représentent en moyenne 17 % de l'actif et les avoirs bancaires 1 %.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	18,3	20,2	14,0	14,8
	Court terme bancaire	1,6	1,4	ε	1,0
Passif	Court terme hors banque	48,4	46,8	23,1	22,4
	Court terme bancaire	17,0	21,0	31,8	25,4
	CREDIT à moyen et long terme	20,6	6,4	18,7	17,7

En 1962 et 1963, les créances envers les fournisseurs constituent 47 % du passif en moyenne et les exigibilités bancaires 19 %. On observe un phénomène inverse en 1964 et 1965, car les premières forment environ 22 % du passif et les dernières 29 %.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

L'endettement à long terme est moins élèvé que l'endettement à court terme. Leur poids respectif est de 16 % et 59 % du total du passif.

Investissements-Capitaux propres et permanents-Autofinancement

	Postes	1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres)/ Investis.	295	400	666
	Δ(Capitaux permanents)/ Investis.	- 48	1085	721
	Accroissement relatif des Immobilisations	9	5	4
Taux d'autofinancement		- 781	30	165
Epargne (en millions de francs CFA)		60,2	81,4	122,6

L'accroissement des capitaux propres est supérieur aux investissements entre 1962 et 1965. (celui des capitaux permanents suit le même nouvement sauf en 1963 où il ne parvient pas à couvrir les dépenses d'équipement car durant cette année la diminution des stocks et la quasi inexistence des investissements ont permis une contraction des dettes à moyen et à long terme).

La valeur aberrante du taux d'autofinancement en 1963 résulte d'une variation négative des stoks apparemment accidentelle (en l'éliminant le taux est de 188 %). La faiblesse de l'autofinancement en 1964 s'explique par la forte croissance des stocks qui est de l'ordre de 117 %. En revanche l'augmentation de l'épargne sera à l'origine de l'élévation du taux d'autofinancement en 1965.

o o

o

BRANCHE : 17 AUTRES INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à court terme (en %)			56	41	33	36
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	33	20	16
	Stocks		-	15	8	14
	Actif	Court terme hors banque	-	50	37	1
		Court terme bancaire	-	65	- 24	191
	Passif	Court terme hors banque	-	- - 8	65	- 2
		Court terme bancaire	-	179	- 14	30

o o
o

LIQUIDITE

Les entreprises disposent d'un ratio de liquidité positif qui décroit néanmoins régulièrement durant la période considérée sauf en 1965 où un redressement s'amorce. Parallelement on observe un ralentissement des ventes.

La détérioration du ratio de liquidité en 1963 est due à la faible croissance des stocks et à l'augmentation des dettes bancaires. La baisse se poursuit en 1964 à cause de la lente progression des stocks et de l'augmentation du crédit fournisseur. La légère amélioration qui se fait sentir au cours de 1965 résulte de l'accroissement des stocks et des disponibilités bancaires.

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Les creances sur les clients représentent en moyenne plus de 30 % de l'actif contre 2,5 % pour les avoirs bancaires.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	25,5	29,6	34,0	31,8
	Court terme bancaire	2,0	2,5	1,5	4,2
Passif	Court terme hors banque	30,3	23,3	32,3	29,4
	Court terme bancaire	8,9	20,7	15,0	18,0
	CREDIT à moyen et à long terme	4,6	3,0	3,3	3,3

Les dettes vis-à-vis des fournisseurs occupent en moyenne 29 % du passif et les exigibilités envers les banques 16 %. Les dernières sont du, même ordre de grandeur que les premières en 1963

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les exigibilités à moyen et à long terme sont très faibles par rapport aux dettes à court terme. Elles représentent en moyenne respectivement 44,5 % et 3,5 % du passif soit un rapport de 1 à 13.

Investissements-Capitaux propres et permanents-Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres)/ Investis.	123	104	534
	Δ(Capitaux permanents) / Investis.	116	122	566
	Accroissement relatif des Immobilisations	26	15	2
Taux d'autofinancement		19	55	106
Epargne (en millions de francs CFA)		38,1	78,2	97,4

L'accroissement des capitaux propres est nettement plus élevé que les investissements au cours de la période considérée, particulièrement en 1965. La même observation peut être faite à propos des capitaux permanents.

Entre 1963 et 1965, l'autofinancement subit une assez forte progression. La faiblesse du taux en 1963 et 1964 résulte de l'importance des investissements et des stocks par rapport à l'épargne. Son augmentation en 1965 s'explique par la croissance de l'épargne et la diminution des investissements.

o o

o

BRANCHE : 18 INDUSTRIES TEXTILES

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement/Dettes à court terme (en %)			165	50	58	64
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	26	41	- 8
	Stocks		-	86	43	13
	Actif	Court terme hors banque	-	13	13	25
		Court terme bancaire	-	117	19	14
	Passif	Court terme hors banque	-	108	27	- 29
		Court terme bancaire	-	233	15	121

LIQUIDITE

Les entreprises disposent d'une aisance appréciable en 1963 puisque les exigibilités à court terme sont couvertes à 165 %. Une baisse brutale intervient en 1963 qui sera suivie d'un redressement en 1964 et 1965. Les variations du ratio de liquidité ne sont pas parallèles à celles des ventes, car le chiffre d'affaires croit régulièrement jusqu'en 1964 et subit une chute très nette en 1965.

La baisse du ratio de liquidité générale en 1963 résulte de l'accroissement des dettes à court terme que ne réussit pas à contrebalancer la croissance des stocks. Durant cette année les charges afférentes aux investissements sont très élevées car ceux-ci augmentent de 50 %.

La légère progression du ratio de liquidité en 1964 et 1965 a principalement pour origine la diminution des exigibilités à court terme. Cependant, il faut aussi mentionner l'accroissement des disponibilités envers les clients qui vient compenser la faible croissance des stocks en 1965.

.../...

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Les créances sur les clients représentent en 1962 22,3 % de l'actif et sont six fois plus importantes que les avoirs bancaires. En 1965, elles ne constituent plus que 12,5 % de l'actif et environ trois fois les avoirs bancaires.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	22,3	13,1	11,9	12,5
	Court terme bancaire	3,4	5,0	4,8	4,6
Passif	Court terme hors banque	12,0	17,0	17,3	10,3
	Court terme bancaire	3,2	7,2	6,7	12,4
	CREDIT à moyen et long terme	4,0	3,0	6,7	8,9

Les exigibilités envers les fournisseurs forment en moyenne 14,2 % du passif et les dettes bancaires 7,4 %. Toutefois, on observe en 1965, une nette prédominance du crédit bancaire.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les dettes à court terme occupent une place beaucoup plus importante dans le passif que les dettes à long terme : 21,5 % en moyenne contre 5,7 %. A partir de 1964, l'endettement à long terme a tendance à croitre plus rapidement que l'endettement à court terme.

Investissements-Capitaux propres et permanents-Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ (Capitaux propres) / Investis.	79	116	105
	Δ (Capitaux permanents)/ Investis.	80	161	138
	Accroissement relatif des Immobilisations	55	19	20
Taux d'autofinancement		18	53	71
Epargne (en millions de francs CFA)		156,7	302,1	382,1

L'accroissement des capitaux propres n'est inférieur aux investissements qu'en 1963. Il en est de même pour les capitaux permanents.

Entre 1963 et 1965, le taux d'autofinancement est sans cesse croissant. Son étroitesse en 1964 est due à la forte augmentation des investissements et des stocks et à la faiblesse de l'épargne. Au cours des années suivantes, l'élévation du taux d'autofinancement a pour cause la croissance de l'épargne et la diminution des investissements et du Δ(stock).

o o

o

BRANCHE : 20 CORPS GRAS AUTRES QUE BEURRE

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à Court terme			28	41	49	34
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	22	13	9
	Stocks		-	31	15	- 8
	Actif	Court terme hors banque	-	15	44	- 4
		Court terme bancaire	-	- 58	1950	- 66
	Passif	Court terme hors banque	-	- 4	36	38
		Court terme bancaire	-	- 7	102	- 51

LIQUIDITE

Le ratio de liquidité générale est constamment positif au cours de la période. Il decroit sensiblement en 1965. Dans le même temps le rythme d'accroissement des ventes diminue. L'aisance des entreprises en 1963 résulte du gonflement des stocks et de la contraction des dettes à court terme. La croissance des disponibilités auprès des clients et des banques explique l'amélioration qui se poursuit au cours de 1964. Le flechissement qui apparait en 1965 est principalement la conséquence de la forte regression du crédit et des avoirs bancaires.

CREDIT BANCAIRE ET CREDIT INTERENTREPRISE

Le rapport entre le crédit client et les créances sur les banques est de 1 à 15 en 1962 et 1963. Il diminue dans de fortes proportions les années suivantes et il devient inférieur à 2.

Postes en % su total du bilan		1962	1963	1964	1965
Actif	Court terme hors banque	15,2	15,6	28,6	25,8
	Court terme bancaire	1,5	0,5	17,5	16,5
Passif	Court terme hors banque	20,1	17,0	18,0	24,6
	Court terme bancaire	14,4	11,8	18,6	8,9
	CREDIT à moyen et long terme	-	-	-	-

Les dettes envers les fournisseurs représentent en moyenne 20 % du passif contre 13 % environ pour le crédit bancaire. Entre 1962 et 1964, les exigibilités bancaires sont assez élevées et elles sont même supérieures au crédit fournisseur en 1964. En 1965, elles subissent une baisse de 51 %.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Le crédit à moyen et à long terme est inexistant au sein des entreprises de la branche. L'endettement à court terme domine et constitue en moyenne plus de 30 % du passif.

Investissements-Capitaux-Propres et permanents-Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres) / Investis.	816	210	98
	Δ(Capitaux permanents)/ Investis.	816	210	98
	Accroissement relatif des Immobilisations	4	13	12
Taux d'autofinancement		- 28	106	-28,7
Epargne (en million de francs CFA)		-64,9	268,3	-128,5

Mis à part, l'année 1965, les entreprises disposent de ressources propres très abondantes qui couvrent longuement leurs investissements. Cela explique l'inexistence de l'endettement à moyen et à long terme. Cependant, le taux de couverture baisse dans de fortes proprortions durant la période considérée puisqu'il passe de 816 % à 98 %.

Les taux d'autofinancement aberrants obtenus en 1963 et 1965 est du à la valeur négative de l'épargne durant ces années. Il redevient plus normal en 1964 grâce à l'accroissement du volume de l'épargne qui est de 268 millions CFA contre - 64,9 millions CFA en 1963.

o o

o'

BRANCHE : 23 BATIMENTS T.P.

Postes			1962	1963	1964	1965
Fonds de roulement / Dettes à court terme (en %)			65	62	38	47
Accroissement relatif en %	Chiffre d'affaire		-	3	30	3
	Stocks		-	12	- 23	1
	Actif	Court terme hors banque	-	27	43	19
		Court terme bancaire	-	- 6	6	62
	Passif	Court terme hors banque	-	14	58	20
		Court terme bancaire	-	29	18	- 5

LIQUIDITE

Entre 1962 et 1965, les entreprises ont un ratio de liquidité général positif. En déhors de l'année 1964, où il croit de 30 %, le chiffre d'affaire semble plutôt stagner. La baisse du ratio de liquidité générale résulte de l'accroissement des dettes à court terme qui a été plus rapide que celui des stocks et du crédit fournisseur. L'accentuation de cette tendance en 1964, s'explique par la réduction des stocks et l'augmentation du crédit fournisseur. La croissance des disponibilités bancaires et la contraction des exigibilités bancaires sont à l'origine de l'amélioration du fonds de roulement qui se dessine en 1965.

CREDIT INTERENTREPRISE ET CREDIT BANCAIRE

Les créances sur les clients sont très élèvées et forment en moyenne 37,3 % de l'actif contre 1,7 % environ pour les disponibilités bancaires.

Postes en % du total du bilan		1962	1963	1963	1964
Actif	Court terme hors banque	32,7	32,8	40,9	42,9
	Court terme bancaire	2,0	1,4	1,4	1,9
Passif	Court terme hors banque	17,7	15,9	21,9	23,1
	Court terme bancaire	18,1	18,6	19,1	16,0
	CREDIT à moyen et long terme	9,9	9,4	4,1	4,3

Les crédit bancaire est aussi important que le crédit fournisseur. Leur part respectif dans le passif est en moyenne de 17,9 % et 19,6 %. On observe même une prédominance des dettes bancaires en 1963 et 1964.

NATURE DE L'ENDETTEMENT

Les exigibilités à court terme représentent en moyenne 37,6 % du passif et les dettes à moyen et à long terme environ 7 %. Ces dernières passent de 9,5 % environ en 1962 et 1963 à moins de 5 % au cours des années suivantes.

Investissements-Capitaux propres et permanents-Autofinancement

Postes		1963	1964	1965
En %	Δ(Capitaux propres)/ Investis.	123	122	247
	Δ(Capitaux permanents) / Investis	138	39	270
	Accroissement relatif des Immobilisations	34	14	10
Taux d'autofinancement		24	1170(1)	89
Epargne (en million de francs CFA)		318,3	557,1	827,6

Entre 1963 et 1965 l'accroissement des fonds propres est plus élevé que celui des investissments. L'appel aux emprunts à moyen et à long terme sera assez limité. En 1963, l'endettement diminuera considérablement comme l'indique la chute brutale du rapport accroissement des capitaux permanents sur investissements.

L'autofinancement tient une place non négligeable au sein des entreprises de la branche. Sa faiblesse en 1963 résulte essentiellement de l'augmentation des investissements et de la modicité de l'épargne. En 1964, le taux est anormalement gonflé à cause d'une réduction importante de stocks et d'un ralentissement des investissements. Il semble être plus normal en 1965 et atteint un niveau supérieur à celui de 1963 sous l'effet conjugué de la croissance de l'épargne et des stocks.

(1) Si on ne prend pas en considération la forte rédection des stocks en 1964 (- 23 %), le taux d'autofinancement est de 99 %.

o o
o

Aperçu général sur l'évolution des branches au cours de la période

Cette analyse a permis de suivre l'évolution des entreprises à l'échelle de la branche et de dégager certaines tendances susceptibles d'aider à mieux cerner leur comportement entre 1962 et 1965.

Si, sur un plan général, il apparait que les entreprises ont connu une aisance plus ou moins large au cours de cette période et que leurs ressources propres ont été supérieures à leurs investissements, il n'en demeure pas moins vrai que, compte tenu de la nature de leurs activités, de leur plan d'investissements, des contraintes du marché monétaire et financier et de la conjoncture, leurs réactions ont été différentes. Ceci met en relief toutes les difficultés qui peuvent être rencontrées quand il s'agit de dresser une typologie précise du comportement des entreprises en matière financière au niveau de la branche.

Les branches qui ont fait l'objet de cette étude peuvent être classées dans une première approche en quatre catégories:

1) - Un premier groupe comprend les branches 3 - 15, 16, 10, 14 et 6. Il se singularise par les tendances suivantes :

- L'augmentation du crédit aux clients et la réduction des dettes à court terme qui peut être interprètée comme la conséquence de la diminution des activités.

- Le flechissement de la croissance du chiffre d'affaires du 1965 qui resulte vraisemblement du contre coup de la période de haute conjoncture dont la plupart des branches ont bénéficié en 1964.

- La progression du taux de couverture des investissements par les capitaux propres qui s'explique moins par l'augmentation de l'épargne que par le ralentissement de la croissance des investissements et des stocks. Ces observations permettent de mieux comprendre l'élévation régulière du taux d'autofinancement étant donné que les entreprises ont ralenti la cadence de leurs dépenses d'équipement au cours de la période.

2) - Le second groupe constitué par la branche 23contient de nombreux points communs avec le précédent. Une différence apparait en 1964 principalement à la suite de la forte réduction des stocks conrélative à la baisse des activités d'une importante entreprise et dont les effets se font sentir sur le taux d'autofinancement aberrant obtenu pour cette années.

3) - Le troisième groupe est moins homogène. Il se compose des branches 17 et 20 qui se caractérisent par une baisse très nette du crédit client au cours de la période et une diminution de la croissance des stocks en 1964.

Cependant le comportement de ces deux branches diffère par ailleurs :

- La branche 17 a d'une part des exigibilités bancaires très élèvées ; d'autre part des ressources propres supérieures à ces investissements et un taux d'autofinancement croissant résultant du ralentissement dela croissance des investissements, et de l'augmentation de l'épargne.

- La branche 20 ne parvient pas à couvrir ses investissements avec ses fonds propres en 1965 et a une épargne négative en 1963 et 1965 qui explique l'étrangeté des taux d'autofinancement durant ces deux années.

4) - Le quatrième groupe est formé par la branche 9 dont les entreprises ont un caractère plus ou moins public. Deux traits permettent de la situer :

- Une forte aisance en 1963 et 1964 qui baissera brutalement en 1965 à cause de l'important accroissement des investissements dont une partie devra être financée sur des capitaux à court terme.

- Une chute regulière de l'épargne qui explique la réduction progressive du taux d'autofinancement.

Deuxième partie

Estimation de quelques agrégats de la Comptabilité Nationale à partir des données de la comptabilité d'entreprise

- Les entreprises dans la Comptabilité Nationale
- Extrapolation de l'échantillon
- Tableau de financement de sociétés industrielles
- Coefficients de capital
- Comptes de capital
- Les investissements : (note complémentaire)
- Epargne et autofinancement

Les entreprises, dans la Comptabilité Nationale

Pour le Comptable National, en Côte d'Ivoire, est considérée comme entreprise toute personne morale ou privée qui contribue aux opérations de production (1).

Au delà du compte de production, qui fait l'objet d'études assez fines, les compte d'exploitation, d'affectation et de capital sont l'occasion d'évaluations plutôt sommaires. En effet, étant donné le niveau d'agrégation retenu, l'agent "entreprises" est un agglomérat d'entités économiques hétérogènes; et les statistiques globales (salaires, intérêts versés, investissements ... etc...) qui sont de qualité très variables, ne se prêtent pas à des tests de cohérence interne. Pour pallier tant soit peu cet inconvénient, l'idée de distinguer plusieurs sous-agents n'est pas neuve (secteur traditionnel - secteur moderne; primaire - secondaire - tertiaire; sociétés et entrepreneurs individuels...). Le problème est de disposer de sources d'informations permettant cette ventilation.

---

(1) à l'exception de certaines entités administratives ayant une activité de production que l'on ne sait sortir du compte des administrations.

Une étude plus fine de l'agent "entreprise" qui se serve de sous-catégories à la fois assez homogènes quant à la représentation de la réalité économique, et assez adaptées aux sources d'informations existantes consisterait en une étude par secteurs d'activité, limitée aux seules sociétés(*) . L'artisanat et, plus généralement, les entrepreneurs individuels resteraient en solde, justiciables d'une enquête directe par sondage.

L'étude présente s'inscrit dans ce cadre d'analyse tout en se limitant aux seuls comptes financiers des sociétés.

(*) Cette typologie des entreprises, par secteurs, et formes juridiques, et l'établissement de leurs comptes à partir de la comptabilité privée (par l'intermédiaire des dossiers fiscaux), donne lieu à des recherches très intéressantes, en France, et semble en mesure d'améliorer sensiblement la connaissance des comportements, et des agrégats significatifs de la comptabilité nationale.

EXTRAPOLATION DE L'ECHANTILLON

Conditions requises

1)- Trouver pour l'échantillon un critère de référence susceptible d'extrapolation; et son correspondant dans l'ensemble des entreprises formant la classe homogène retenue comme domaine d'étude.

2)- Des taux de sondages ayant été ainsi précisés (sectoriels ? annuels ?), déterminer pour chaque poste du compte de financement la formule de passage de l'échantillon à l'univers : qui tiennent compte des caractéristiques et des critères de cohérence propres à chaque poste; qui ne mette pas en défaut la cohérence globale du compte de financement par un solde d'ajustement trop fort.

3)- Estimer les différences (et leur contenu) entre une évaluation des agrégats issue des comptabilités privées, et celle fournie par les instruments traditionnels de la Comptabilité Nationale.

INDICE D'EXTRAPOLATION = LE CHIFFRE D'AFFAIRE

Puisqu'il s'agit d'établir des comptes de financement, le choix du volume des investissements annuels comme critère de référence semble préférable. Cela est malheureusement exclu (*). C'est le chiffre d'affaire qui a été retenu. Le détour par le chiffre d'affaire obligera à faire des hypothèses (toujours tant soit peu entachées d'arbitraire) quant à l'évolution comparée de l'activité de production et du compte de financement. Hypothèses que l'on peut grossièrement ramener à des hypothèses sur les coefficients de capital (cf. infra).

(*) Pour les raisons suivantes :

La connaissance des investissements par secteurs est possible essentiellement par enquête directe et dépouillement des dossiers fiscaux. Une telle démarche systématique reste à faire et la Comptabilité Nationale ne fournit que des données fragmentaires. Le volume global des investissements est actuellement connue en leur affectant la totalité des ressources (moins la consommation intermédiaire, la variation nette des stocks et des exports) des produits 16, 17 et 23 (nomenclature D E D : bâtiments, T.P. et matériel). Ce volume global est ensuite ventilé entre les entreprises, les administrations et les ménages en affectant au compte des administrations un chiffre tiré des documents de la comptabilité publique, tandis que les ménages ne sont censés investir que dans l'immobilier.

Les investissements des entreprises sont donc connus globalement, par solde. Les investissements des administrations étant assimilés aux investissements publics, il s'en suit plusieurs cas litigieux: concernant les entreprises publiques; concernant les

dépenses de recherche assimilées aux investissements en Comptabilité publique alors qu'elles n'apparaissent pas dans l'équilibre des produits 16, 17 et 23; concernant le passage de l'optique (opérations sur biens et services en capital) vers une optique (bailleur de fonds) : "Investissement public" devient "Financement public".

Il en résulte des distorsions dans les comptes d'agent ; également une perte d'information et une vision restrictive des mécanismes de financement: élimination, dans les comptes, d'opérations de prêts, avances, subventions publiques aux entreprises. Indifférenciation, dans l'étude de la politique économique de l'Etat, de ses opérations définitives (en capital) et de ses opérations temporaires (prêts et avances); alors qu'au contraire, pour l'étude du comportement financier des entreprises, l'élimination de la composante (ressources sur financement publics) masque la réalité complexe du phénomène = c'est l'ensemble des ressources financières de l'entreprise qui contribue à assurer le financement des investissements, y compris des investissements dits "sur ressources affectées". Cette dernière distinction rendant compte plus d'une procédure de financement que du comportement financier de l'entreprise.

- Le traitement des prêts extérieurs (FAC , FED...) est justiciable de la même analyse.

Ainsi, nous sommes emenés à comparer les chiffres d'affaire tirés de l'échantillon à leurs correspondants dans les comptes économiques globaux.

Le tableau d'équilibre en emplois et en ressources, par produits, croisé avec certaines caractéristiques des comptes de production par branche (matrice de Leontier adaptée) constitue la pierre angulaire des comptes économiques ivoiriens et des études de planification. En particulier, l'évaluation par produits de la production (aux prix sortie usine) peut être considérée comme bonne, pour les branches allant des numéros 3 à 24. Par ailleurs notre extrapolation ne trouve son sens que si elle permet le raccordement avec les comptes économiques officiels. Double argument pour accepter ces chiffres globaux de production comme base de référence.

Deux difficultés se présentent néanmoins =

1)- L'assimilation des deux grandeurs: chiffre d'affaires et production aux prix de la production, est-elle une epproximation que rend supportable la marge d'erreur de nos observations ?

2)- Repprocher une ventilation par secteur d'une ventilation par branche (voire par produits) conduit-il à une erreur systématique tolérable ?

- La comparaison branches - secteurs supposerait la construction d'une matrice de passage, au niveau de la production. Il est possible - grossièrement - d'avoir une idée des sous-matrices non dinagonales - (exemples = branches 3 et 15, 2 et 6, 12 et 23). On limite les risques en comparant donc des groupes de branches à des groupes de secteurs.

- Nous admettrons que, dans le tableau d'ensemble de la D.E.D., les agrégats: production aux prix à la production sont voisins des chiffres d'affaire, tout au moins pour les branches qui nous occupent (il en serait différemment des branches 25 à 27).

Raisonnement

(1) Production (Output) = Ventes (C.A.) + Δ (Stocks-produits)

Les bilans ne permettent pas d'isoler les stoks produits. Nous admettrons que le stockage des produits finis se fait intégralement au niveau de la commercialisation.

---

(1) De même = Input = Achats - Δ (Stocks - matière).

et valeur ajoutée = Ventes - Axhats + Δ (Val. d'expl.)

— Nous admettrons que la consommation intermédiaire de produit X par la branche X n'est pas de l'autoconsommation mais résulte d'un échange interentreprises. Moyennant quoi,la production de la branche ne surestime pas le chiffre d'affaire.
(Cas litigieux = exemple de l'Industrie du Bois).

Pour les branches dont le taux de sondage sera - de cette manière - faible, nous réexaminerons ces hypothèses.

D'autre part, on ne perdra pas de vue les risques d'erreur systématique suivants:

1)- Ventilation incertaine, dans la Comptabilité Nationale, entre la production des Sociétés et la production des entrepreneurs individuels.

2)- Fraude dans les déclarations fiscales

Br.	Données de la comptabilité nationale — Prodection par branche 62	63	64	65	Part des Sociétés (commercialisée) 62	63	64	65	Chiffres d'Affaire de l'échantillon 62	63	64	65
2	19.681	29.914	38.182	33.775	(2.480)	(3.110)	(3.410)	(3.240)	492	588	690	819
3 - 15	12.614	16.465	22.522	25.825	11.739	15.713	21.726	24.425	3.771	6.435	9.319	10.410
4	1.676	2.137	2.388	2.820	1.516	1.957	2.208	2.636	270	422	536	545
5	2.108	3.231	3.928	4.929	1.064	2.137	2.568	3.378	99	174	2.340	2.194
6	1.368	1.837	2.321	3.720	1.368	1.837	2.321	3.720	2.374	3.180	3.715	4.503
7	1.245	1.527	1.648	1.689	1.245	1.527	1.648	1.689	1.167	1.372	1.806	1.619
8	2.180	1.917	2.053	2.230	2.180	1.917	2.053	2.230	2.039	1.837	2.016	2.130
9	3.521	4.065	4.382	6.094	1.871	2.365	2.632	4.294	2.391	2.758	2.978	4.512
11	189	248	328	249	184	241	321	241	144	352	516	373
12	672	814	1.087	1.068	672	814	1.087	1.068	141	133	139	259
13	-	-	20	15	-	-	20	15	54	112	120	142
14	544	828	1.408	1.945	544	828	1.408	1.945	725	1.139	1.402	1.736
16	3.581	4.484	5.465	6.267	523	1.016	1.455	1.724	552	872	1.453	1.625
17	1.448	1.670	1.790	1.950	1.198	1.420	1.540	1.700	1.272	1.704	2.054	2.377
18	3.876	4.897	5.912	6.055	2.166	3.167	4.127	4.270	2.136	2.688	3.806	3.796
19	493	605	807	904	143	255	457	554	228	421	1.232	1.265
20	2.967	3.672	4.024	4.514	2.451	3.095	3.443	3.902	3.571	4.376	4.964	5.409
21	311	425	561	667	311	425	561	667	53	72	101	160
22	959	1.064	1.320	1.320	309	364	520	520	151	189	387	433
23	18.486	19.527	24.969	26.745	14.344	14.051	16.434	16.790	7.287	7.548	9.581	9.879

Taux de sondage retenus

Nous considererons des taux de sondage - par branche - uniformes sur la période 62 - 65. Cela permet de maintenir des liaisons simples entre les caractéristiques structuelles de l'échantillon et celles de l'ensemble des sociétés, tant en masses qu'en flux.

Le tableau précédent montre que le rapprochement de l'échantillon et des données issues de la Comptabilité Nationale incite à une grande prudence, s'il s'agit de déterminer les taux de sondages à partir du seul chiffre d'affaire.

Il est préférable - en un premier temps - de mettre l'accent sur l'homogenéité des "résultats" (et lecture simple du jeu des hypothèses faites), quitte à reprendre les calculs, par une extrapolation plus fine , au moment où, la totalité de l'agent "entreprise" (commerce, service, agriculture) ayant été cernée, il sera possible d'obtenir d'autres critères de cohérence (statistiques bancaires ?...).

branche	2	3 - 15	4	5^B	21	22	12-23
taux de sondage	1/3	1/2	1/5	1/5	1/5	2/3	1/2

Pour les autres branches, le taux est égal à 1.

Detail du calcul de certains taux

Appelons P_i^T la production de la branche (i) pour l'année (T) donnée par la Comptabilité Nationale.

Ca_i^T la variable correspondante (chiffre d'affaires), dans l'échantillon.

f_i^T le taux de sondage.

Cas de la branche 2-

Les activités 2 et 6 interfèrent.

Le taux de couverture, par l'échantillon, de l'activité 2 est =

$$\frac{Ca_2^T + Ca_6^T - P_6^T}{P_2^T}$$

Mais la différence $P_2^T + P_6^T - Ca_2^T - Ca_6^T$

semble provenir uniquement de l'absence, dans l'échantillon, d'entreprises de la branche 2 . En conséquence, l'extrapolation doit se faire sur la seule base des caractéristiques d'entreprises de la branche 2. Et nous prenons comme taux de sondage :

$$\frac{Ca_2^T}{P_2^T + P_6^T - Ca_6^T} ,$$

La serie des f_2^T nous permet ensuite de prendre une valeur moyenne $f_2^{\bullet} = 1/3$.

Branches 3 - 15 $\qquad f^{\bullet}_{3-15} = 1/2.$

La ventilation à la Comptabilité Nationale entre les sociétés et les entrepreneurs individuels, nous semble favoriser excessivement les sociétés (1). D'autre part, dans ces branches, les données fiscales se prêtent à une sous évaluation.

Branche 5

Pour l'extrapolation, l'activité des Grands Moulins d'Abidjan a été exclue.

Branches pour lesquelles $f_i = 1$.

Au cas où Ca_i dépasse P_i, nous pouvons admettre que l'échantillon représente l'activité de la branche, au moins aussi bien que la Comptabilité Nationale, aux écarts près de mesure et définition de concept dans les deux formes de comptabilité.

---

(1) Sur le plan méthodologique, il y aurait intérêt à mieux préciser la frontière entre ces deux types d'entreprises. On a tendance à assimiler les entrepreneurs individuels, avec les petits artisans et autres micro exploitations marginales.

Rappelons la définition des E.I. dans la Comptabilité Nationale Française = Entreprises non financières où l'activité de gestion est exercée par un individu pour son propre compte et non pour le compte d'associés réunis par un contrat de Société. Les entreprises de cette catégorie sont généralement de taille modeste et ont souvent un caractère familial.

Taux global de couverture par l'échantillon de l'activité des sociétés industrielles.

	62	63	64	65
% Echantillon/ Compt.Nationale	62,4	64,6	70,1	68,5
% Extrapolé/ Compt. Nationale	92,3	96,5	104,4	101,6
Taux de sondage moyen Echantillon/ extrapolé	67,6	66,9	67,1	67,4

Ce tableau montre que les taux de sondage adoptés conduisent à un ajustement global point trop aberrant.

On peut apprécier le poids croissant de l'échantillon dans le total des sociétés industrielles. Ce phénomène peut s'expliquer soit par la création récente de sociétés, entrant dans la classe retenue pour l'échantillonnage, soit par un taux de croissance d'activité plus fort que la moyenne, pour cette même classe.

Le cas de l'année 1964 est intéressant. En effet l'écart entre le chiffre de la production extrapolée et le chiffre de la Comptabilité Nationale est particulièrement important. Interprétation possible = la conjoncture extrêmement favorable de cette année semble avoir profité surtout aux sociétés de l'échantillon.

	1962	1963	1964	1965
C.A. Echantillon	28.929	36.374	49.054	54.186
Correctif	13.815	17.926	23.968	26.137
C.A. Extrapolé	42.744	54.300	73.022	80.323
Production - Compt. Nationale	46.308	56.239	69.939	79.008

Tableau de financement des sociétés industrielles

La formule d'extrapolation adoptée est simple :
Le bilan cumulé des entreprises, par strate, est l'homothétique du bilan correspondant, dans l'échantillon. Les taux de sondage ayant été choisis uniformes dans le temps, l'homothétie est le même, qu'il s'agisse des bilans proprement dits ou des bilans différentiels.

En quelque sorte, l'hypothèse ainsi faite revient à admettre que l'échantillon est l'exact reflet, pour les postes du bilan, du groupe des entreprises qu'il estime. Pour ce qui est des avoirs et engagements à long terme (Immobilisations, capitaux permanents...) l'hypothèse de parfaite représentativité de l'échantillon n'est pas sans fondement. Mais pour les postes du court terme, plus dépendant de la conjoncture, et des modalités de gestion de trésorerie propres à chaque entreprise, une telle extrapolation est discutable. Nous la retiendrons comme une des situations possibles.

TOTAL DES BRANCHES 2 A 23 (sf 10) BILAN △ DANS L'ECHANTILLON

C. A.	28.929	36.374	49.054	54.186				
	62	63	64	65	63	64	65	
Investissements bruts		6602,5	7627,4	11218,9	4478,6	3000,2	2172,6	Capital Social Compte de liaison
Autres Immob.		567,6	128,9	779,2	2243,2	4278,2	3154,3	Epargne brute
Valeur d'expl.		1352,7	1161,4	921,6	1118,6	2862,8	6914,9	M. T. L. T.
C. T. h. B		1439,5	3603,8	2847,8	1200,3	2856,2	1917,6	C. T. h. B.
C. T. Banc.		327,4	1257,5	- 640,9	1252,2	780,8	971,6	C. T. Banc.
Total		10289,7	13778,5	15126,6	10292,9	13778,2	15130,9	Total

TOTAL DES BRANCHES 2 A 23 (sf 10) BILAN Δ EXTRAPOLE

C.A.	42.744	54.300	73.022	80.323				
	62	63	64	65	63	64	65	
Invest. - bruts		9837,5	10504,4	14282,7	6468,7	4050,4	3899,1	Capital Social Cpte Liaison ...
Autres Immob.		1070,7	133,1	1253,8	3208,1	6413,-	5317,2	Epargne brute
Val. d'expl.		1944,1	945,8	1249,2	1624,9	2699,6	7379,1	M. T. L. T.
C.T. h. B.		2361,4	6150,5	4226,3	2242,7	4451,3	2992,9	C.T. h. B.
C. T. B.		459,6	1604,5	- 629,8	2129,4	1724,5	800,5	C. T. B.
Total		15673,3	19338,3	20382,2	15673,8	19338,8	20388,8	Total

Coefficients de capital

L'étude présente ne permet qu'une contribution très limitée à la connaissance de ces coefficients.

On s'intéresse généralement à des coefficients marginaux, mettant en relation la capacité de production attendue d'un investissement supplémentaire. Ce sont en effet les plus pertinents, pour l'étude du choix des investissements, et des projets de développement. A côté de ces caractéristiques purement techniques, doivent d'ailleurs être prises en compte les capacités d'absorbsion et d'utilisation - par le secteur industriel étudié - de cette modification de la structure capitalistique, de même que l'impact de cette unité de production nouvelle sur l'équilibre général des produits et des prix.

Ex post, l'ensemble des effets directs et indirects du ΔI sur l'économie est difficilement décomposable en ses divers éléments, et l'analyse en est réduite à étudier la contribution d'un facteur, par l'artifice de "toutes choses égales d'ailleurs" (calculs en prix constants, mise hors jeu de contraints entre secteurs ou agents).

Nous nous bornerons à mesurer la liaison globale entre la production d'une branche (mesurée par le chiffre d'affaires) et ses investissements (par le biais du poste comptable : immobilisations).

Taux de rendement du Capital

- par branche
- calculés sur l'échantillon.

Coefficients moyens : $\frac{\text{Immobilisations brutes}}{\text{Chiffre d'affaire}}$ $\left(\frac{x_i}{y_i}\right)$

Moyenne

	62	63	64	65	Pond = 1	Pond = yi
2	3,06	2,92	2,85	3,21	3,01	3,02
3- 15	0,56	0,53	0,51	0,53	0,53	0,53
4	0,75	0,72	0,75	0,80	0,75	0,76
5	0,21	0,17	0,14	0,20	0,18	0,18
6	0,55	0,47	0,52	0,48	0,50	0,50
7	1,62	1,46	1,22	1,43	1,43	1,41
8	0,13	0,17	0,19	0,20	0,17	0,18
9	2,26	2,32	3,28	3,81	2,91	3,07
11	0,64	0,33	0,33	0,60	0,47	0,44
13	0,04	0,06	0,07	0,06	0,05	0,06
14	0,57	0,48	0,42	0,37	0,46	0,44
16	0,61	0,43	0,27	0,25	0,39	0,34
17	0,40	0,37	0,36	0,32	0,36	0,36
18	0,52	0,65	0,55	0,66	0,59	0,60
19	0,31	0,51	0,28	0,38	0,37	0,35
20	0,25	0,21	0,21	0,22	0,22	0,22
21	1,21	0,98	0,80	0,75	0,93	0,87
22	0,80	0,68	0,80	1,00	0,82	0,86
23	0,41	0,54	0,49	0,54	0,49	0,48

sf. G M A

et 12

Coefficients marginaux

Le calcul se révèle assez décevant :

Exemple de la branche 18

En %	63	64	65
Δ(C.A.) / Investissement brut	88,8	332	- 2,2
Immobilisation brute/ C.A.	64,6	54,5	65,9

Le produit de ces deux rapports donne l'élasticité du chiffre d'affaire par rapport au capital.

Les phénomènes conjoncturels jouent un rôle déterminant sur les variations du coefficient marginal.

De plus, attribuer les variation de la production aux seuls investissements nouveaux est une simplification peu défendable. Il est nécessaire d'isoler les unités de production nouvelles et comparer alors les investissements aux productions effectives, en tenant compte des décalages dans le temps.

En revanche, les coefficients moyens qui, comme les coefficients techniques de la matrice Inpout - Output, portent sur l'activité globale (par branche), se montrent assez stables.

Coefficient moyen pour l'ensemble des branches

Cet coefficient a peu de sens, s'il est mesuré à partir de notre échantillon.

L'intérêt des coefficients précédents, par branche, était d'apprécier, par type d'activité, le rapport entre le produit des ventes et les immobilisations en capital. (Interprétation d'un point de vue financier qui conduit d'ailleurs à étudier les rapports (Immobilisations nettes/ Ventes nettes) et (Investissements nets/ Ventes nettes) . cf tableaux infra).

Un coefficient moyen global regroupe des actvités hétérogènes. La structure capitalistique des entreprises nous semble alors devoir être appréciée en prenant en compte - outre les immobilisations comptabilisées par les entreprises, les immobilisations d'infrastructure économique qui conditionnent le processus de production.

En effet, à l'échelon global, le point de vue de l'agent "entreprise", son comportement, n'a plus grand sens. C'est l'activité de production qu'il faut apprécier, qui dépasse le cadre de la comptabilité d'entreprise.

Moyenne de taux de rendement, sur la période

Si $\frac{x\ t}{y\ t}$ représente : $\frac{\text{Immobilisations à l'année } t}{\text{Chiffre d'affaires de l'année } t}$

le calcul d'une moyenne exige le choix de coefficients de pndération adéquats .

Trois types nous semblent pouvoir être retenus = $\left\{ 1,\ y\ t\ ,\ y_t^2\ . \right\}$

a) 1	$\frac{1}{N} \sum_t x\ t / y\ t$	moyenne simple
b) y t	$\bar{x} / \bar{y}$	pente de la droite passant par le centre de gravité
c) y_t^2	$\frac{\sum_t x\ t\ .\ y\ t}{\sum_t y_t^2}$	regression de x t en y t x = y

Une regression de la forme $\left\{ x = \alpha . y + \beta \right\}$ parait impropre.

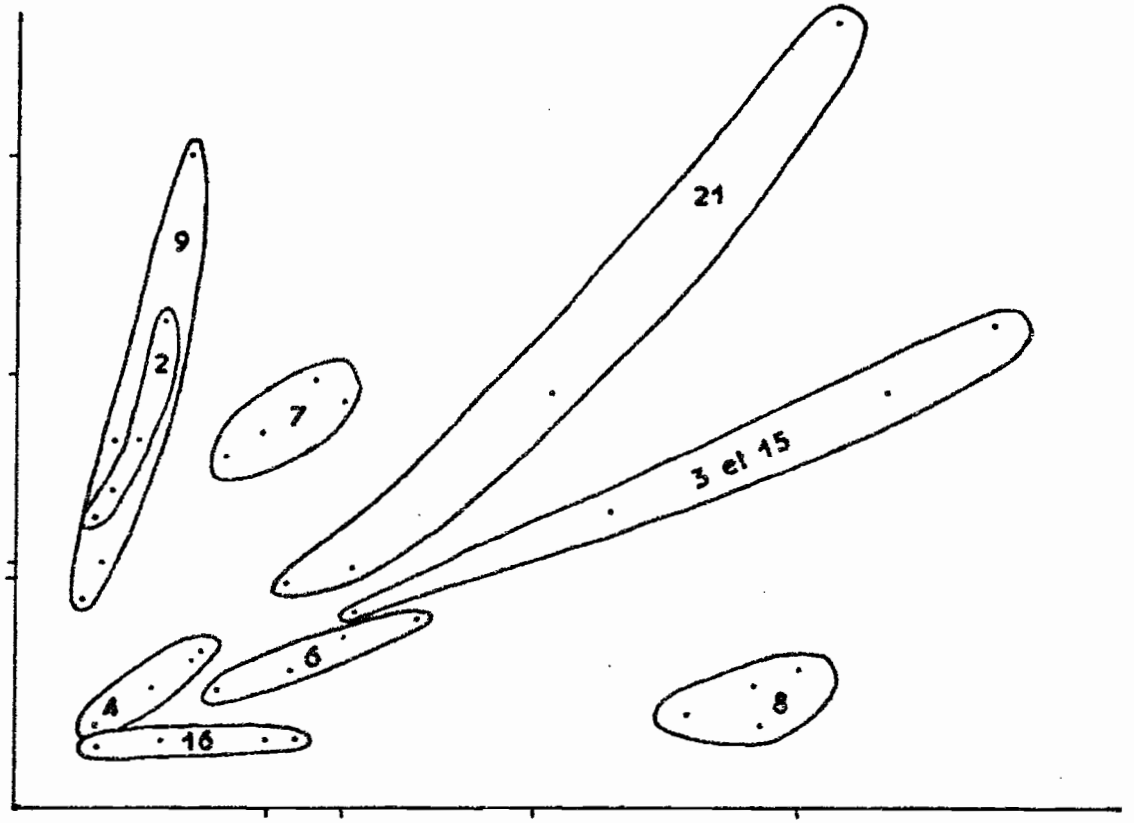
Etant donné que y_t est une fonction croissante de t, les pondérations $\left\{ 1,\ y_t\ ,\ y_t^2 \right\}$ s'ordonnent selon l'importance croissante accordée aux années les plus récentes.

Une régression $\left\{ x = \alpha .\ y + \beta \right\}$ qui déplace l'origine au centre de gravité, revient à choisir pour coefficient une notion intermédiaire entre l'optique "marginale" et l'optique, "moyenne".

Remarque : Sur l'échantillon, les trois moyennes, a) b) c) sont sensiblement équivalentes.

Taux de rendement par branche

(Les échelles sont variables suivant les branches)



En abscisse le chiffre d'affaires

En ordonnée les Immobilisations

Compte de Capital

La comptabilité privée permet une estimation du compte de capital des entreprises. Encore faut-il préciser les ajustements nécessaires pour que les postes: Investissements, Stocks, Epargne, aient le même contenu qu'en Comptabilité Nationale.

Indiquons rapidement les principales corrections à effectuer, et disons que, dans le cadre de la présente étude, il ne sera pas possible de chiffrer l'importance de ces corrections. (1).

En l'absence de ces ajustements, il est encore exact que les comptes de capital obtenus à partir des bilans différentiels représentent une image de la réalité (du point de vue de l'entreprise) et que les agrégats obtenus fourniront des indicateurs non négligeables du volume - par branche - des investissements, stocks, épargne ....

---

(1) Manque d'information sur le contenu des ajustements.

Absence d'une méthodologie précise de la Comptabilité Nationale Ivoirienne.

Nous nous référons implicitement aux méthodes de la Comptabilité Nationale Française.

POSTE INVESTISSEMENT

En Comptabilité Nationale

La propriété foncière n'est pas retenue, de même que les achats de matériel et bâtiments anciens.

Le gros entretien fait partie de la F.B.C.F., effectué ou non par l'entreprise elle-même. De même l'autoéquipement. D'autre part, dans l'optique "produit" les encours de la branche 23 (Bâtiment, T.P.) sont inclus dans la production finale, alors que dans l'optique "secteur" ils sont comptés dans les stocks du secteur 23.

Evaluation à partir des documents fiscaux

Le poste "Investissement" du compte de financement (cf supra) est la variation annuelle du poste Immobilisation

- Première correction = cf Etude et Conjoncture. Les méthodes 60 .

$$\left[J_n = I_n - I_{n-1} + b_n - pv\ I_n \right].$$

Il s'agit de tenir compte des plus values de cession et des réévaluations de bilan. Nous manquons d'éléments pour faire cette correction. Il en va de même des modifications dues au changement dans la composition des secteurs (changement d'activité, d'entreprises...). A première vue, en l'état actuel des sociétés industrielles ivoiriennes, ces phénomènes sont peu importants et J_n peut être assimilié à $\left(I_n - I_{n-1}\right)$,

- Correction de gros entretien et autoéquipement - facteur non négligeable. Ne peut être obtenu que par enquête directe auprès des entreprises.

- Correction de prix - En Comptabilité Nationale, il faut un système de prix homogène. La comptabilité privée ne respecte pas cette règle.

Certains investissements importés sont assujettis à une taxation réduite (entreprises prioritaires...) . D'autre part les entreprises comptabilisent leurs immobilisations hors taxes déductibles (TVA sur investissements, placées en débit du compte d'exploitation...).

Poste: variation de stocks

- TVA déductible à rajouter.

- Réévaluer les stocks aux prix moyens des produits. Cela sous entend que soit connue - par branche - la ventilation entre stocks-matières, en cours, stocks-produits, ainsi que leur période de rotation.

Epargne des entreprises

L'étude des bilans nous a permis d'isoler :

1) Frais d'établissement nets
2) Amortissements fiscaux
3) Capitaux propres = Capital social, compte de liaison, subventions, réserves et provisions à l'exception de celles (pour créances douteuses - pour impôts) déduits des postes correspondants Report à nouveau.
4) Résultat net de l'exercice.

Nous retenons comme poste "variation des capitaux propres"

$$\Delta \Phi = \Delta \left[(2) + (3) + (4) - (1) \right]$$

Problème 1 = Paiement de l'impôt . Le recouvrement de l'impôt sur les bénéfices se fait avec décalage. L'entreprise enregistre au compte d'exploitation le paiement afférant aux périodes antérieures (exigible durant l'exercice sous revue) ou bien, inscrit au bilan (Court terme hors banque) les créances du Trésor relatives à ces impôts. Eventuellement l'entreprise inscrit à son bilan une provision pour impôts qui nourrira les paiements ultérieurs.

Problème 2 = Distribution de dividendes. Selon les cas le Résultat inscrit au bilan est un solde avant ou après distribution des dividendes.

Si la distribution a lieu avec retard, la méthode des bilans differentiels enregistre une variation du poste "Ressources propres" au moment de la distribution et non sur la période génératrice du revenu.

Conséquence de ces décalages:

- Si les impôts BIC croissent, l'épargne est surestimée
- Si les dividendes et parts sont distribuées - avec retard - sur la période T, l'épargne de l'année T est sous estimée, au profit de l'anné $T - \theta$, surestimée.

Problème 3 = Le $\Delta \Phi$ retenu inclut des variations de ressources propres qui ne resultent pas de l'activité productrice de l'entreprise = Variation du capital social, du Compte de liaison (succursales) par apports extérieurs. Si, en revanche, nous considérons une épargne, après déduction du poste : Capital social..., nous considérons comme apport extérieur la partie du C.S. résultant de la consolidation des réserves ...

Correctifs supplémentaires

1 Les correctifs apportés aux postes Investissement et stocks trouvent leur équivalent au poste épargne que la comptabilité d'entreprise a sousestimé en incluant au Débit du Compte d'exploitation les TVA sur Investissement... etc.

2 Nous ne rappelons que pour mémoire les décalages résultant des différences dans la mesure des phénomènes = année d'exercice et année calendaire ... etc..

3 Enfin, il faut tenir compte de l'évasion fiscale. Les déclarations fiscales sousestiment les résultats d'exploitation. Les variations de stocks, les postes Provisions sont - dans le bilan - particulièrement propices à la manipulation. Le gonflement des charges d'exploitation ou la sousestimation des ventes peuvent être negligées au niveau du compte de Capital. En effet, les revenus et transferts dissimulés nous semblent plutôt relever du compte d'affectation.

En résumé : Les remarques précédentes indiquent dans quelle direction doit être affinée l'analyse.

Les résultats qui vont suivre donneront une estimation des comptes de capital selon le point de vue de l'entreprise (méthodes comptables et stratégie propres aux entreprises).

- ECHANTILLON -

	Investissement			Stocks			Epargne			Capitaux propres		
	63	64	65	63	64	65	63	64	65	63	64	65
2	205,8	253,5	659,1	-2,4	11,6	15,3	98,6	58,5	64,8	124,4	358,7	522,5
3-15	1285,1	1300,1	806,[illegible]	191,4	274,4	176,8	251,-	1408,9	848,3	1064,8	1563,-	1310,8
4	100,2	99,5	32,9	29,8	-13,5	-6,8	32,5	-4,2	68,2	60,5	22,8	69,2
5	1408,1	370,4	53,9	0,6	218,8	33,4	5,4	211,9	167,7	1405,4	811,9	167,7
6	191,9	439,3	232,1	200,4	-66,8	103,4	248,6	297,4	313,8	297,6	447,4	313,8
7	117,4	201,9	113,8	-17,5	58,3	56,6	214,5	116,4	13,1	214,5	168,9	23,1
8	47,6	63,2	49,1	85,9	23,1	13,8	41,-	131,1	48,9	61,-	234,1	86,9
9	996,4	3377,2	7446,7	25,4	68,6	301,9	632,7	529,8	156,7	652,7	1549,8	196,7
11	25,5	53,5	53,6	11,9	123,3	-58,4	-3,4	42,1	10,6	38,6	52,1	40,6
12	24,-	40,9	293,-	4,9	2,9	48,4	1,2	11,1	-23,3	1,2	122,4	102,8
13	4,2	2,2	0,7	6,6	-	5,3	1,2	- 4,4	0,2	5,2	-0,4	278,2
14	131,8	46,1	51,9	55,6	36,9	83,2	127,5	78,8	111,5	208,5	173,2	197,5
16	32,-	20,4	18,4	-39,7	250,3	55,8	60,2	81,4	122,6	94,7	81,4	122,6
17	133,9	99,1	14,6	67,4	41,2	76,9	38,1	78,2	97,4	164,9	103,2	78,1
18	621,7	336,5	429,2	243,8	229,7	103,5	156,7	302,1	382,1	490,1	392,1	452,1
19	147,2	123,7	146,6	26,9	258,3	102,2	66,7	115,1	119,2	155,9	132,-	120,2
20	40,8	127,7	125,5	191,3	124,7	- 79,8	- 64,9	258,3	-128,5	332,9	268,3	123,5
21	6,8	9,8	40,3	7,5	8,7	25,-	10;9	11,2	19,5	10,9	11,2	29,5
22	8,5	99,8	203,6	17,7	25,7	49,9	6,4	-13,4	- 66,3	6,4	96,6	-16,3
23	1073,6	562,7	447,1	245,2	-514,8	19,6	318,3	557,1	827,6	1331,-	689,8	1107,2
M	6602,5	7627,4	11218,9	1352,7	1161,4	921,6	2243,2	4278,2	3154,3	6721,8	7278,[illegible]	5326,9

- EXTRAPOLATION -

	Investissement			Δ Stocks			Epargne			Δ Capitaux propres		
	63	64	65	63	64	65	63	64	65	63	64	65
2	617,4	760,5	1977,3	-7,2	34,8	45,9	295,8	175,5	194,4	373,2	1076,1	1567,5
3-15	2570,2	2600,2	1613,4	382,8	548,8	353,6	502,-	2817,8	1696,6	2129,6	3126,-	2621,6
4	501,-	497,5	1 4,5	149,-	-67,5	-34,-	162,5	-21,-	341,-	302,5	114,-	346,-
5	1440,5	390,4	151,1	2,2	224,8	36,2	27,-	242,7	207,3	1427,-	842,7	207,3
6	191,9	439,3	232,1	200,4	-66,8	103,4	248,6	297,4	313,8	297,6	447,4	313,8
7	117,4	201,9	113,8	-17,5	58,3	56,6	214,5	116,4	13,1	214,5	168,9	23,1
8	47,6	63,2	49,1	85,9	23,1	13,8	41,-	131,1	48,9	61,-	234,1	86,9
9	996,4	3377,2	7446,7	25,4	68,6	301,9	632,7	529,8	156,7	652,7	1549,8	196,7
11	25,5	53,5	53,6	11,9	123,3	-58,4	- 3,4	42,1	10,6	38,6	52,1	40,6
(12)	24,-	40,9	293,-	4,9	2,9	48,4	1,2	11,1	- 23,3	1,2	122,4	102,8
13	4,2	2,2	0,7	6,6	-	5,3	1,2	-4,4	0,2	5,2	- 0 ,4	278,2
14	131,8	46,1	51,9	55,6	36,9	83,2	127,5	78,8	111,5	208,5	173,2	197,5
16	32,-	20,4	18,4	- 39,7	250,3	55,8	60,2	81,4	122,6	94,7	81,4	122,6
17	133,9	99,1	14,6	67,4	41,2	76,9	38,1	78,2	97,4	164,9	103,2	78,1
18	621,7	336,5	429,2	243,8	229,7	103,5	156,7	302,1	382,1	490,1	392,1	452,1
19	147,2	123,7	146,6	26,9	258,3	- 102,2	66,7	115;1	119,2	155,9	132,-	120,2
20	40,8	127,7	125,5	191,3	124,7	-79,8	-64,9	268,3	-128,5	332,9	268,3	123,5
21	34,-	49,-	201,5	37,5	44,5	125,-	54,5	56,-	97,5	54,5	56,-	147,5
22	12,8	149,8	305,4	26,7	38,7	74,9	9,6	-20,4	-99,3	9,6	144,6	-24,3
23	2147,2	1125,4	894,2	490,2	1028,8	39,2	636,6	1114,2	1655,2	2662,-	1379,6	2214,4
M	9837,5	10504,4	14282,7	1944,1	1945,8	1249,2	3208,1	6413,-	5317,2	19676,8	10463,4	9216,3

Les investissements

	% du Total -			- Rang -			
Br	63	64	65	63	64	65	Variation
2	6	7	14	6	4	2	↗
3 - 15	26	25	11	1	2	3	↘
4	5	5		7	5		↘
5	15			3			↘
6		4			6	8	→
9	10	53	52	4	1	1	↗
18	6	3	3	5	7	5	↘
22			2			6	↗
23	22	11	6	2	3	4	↘

Remarque 1 = Notons que pour se faire une idée plusprécise de l'initiative privée dans l'effort d'investissement des entreprises, il faut séparer très nettement les branches 2, 9 et 5 (63), ainsi que la 23, directement ou indirectement stimulées par le secteur public.

Remarque 2 = L'activité de la branche 10 sur la période serait de l'ordre de (*)

	60	61	62	63	64	65
Production	1038	1460	1367	1343	1557	1755
Invest. brut	384	264	244	106	188	?

(*) Travaux de recherche non compris dans les investissements

	% Immob. Nettes / Ventes nettes			
	62	63	64	65
2	273	254	246	282
3-15	27	27	27	26
4	65	55	56	55
5	17	817 (1)	69	70
6	40	32	36	30
7	69	60	50	56
8	10	12	13	13
9	179	178	262 (3)	321 (2)
11	47	24	24	45
12	15	35	55	137
13	3	5	5	4
14	46	38	32	25
16	54	35	19	16
17	27	24	23	17
18	26	39	32	38
19	22	43	22	29
20	13	10	11	10
21	81	57	46	49
22	43	33	52	76
23	13	23	19	17

% Invest. net. / Ventes nettes		
63	64	65
26	29	75
11	8	1
13	12	-ε
808 (1)	8	ε
2	8	ε
1	4	ε
1	2	1
23	96 (3)	148 (2)
4	7	12
18	21	101
3	ε	-ε
8	1	-1
1	-2	-1
-ε	4	1
18	4	5
31	7	8
-ε	2	ε
-5	6	19
10	1	2

(1) y compris G M A
(2) y compris Ayamé II.
(3) y compris S I R

Epargne et autofinancement

Remarque = Comme pour l'évolution des Investissements, nous nous bornons ici à présenter des tableaux. L'interprétation qualitative ou normative exigeant au préalable des informations complémentaires, cela sera l'objet d'une étude ultérieure.

Analyse en masse

Se reporter aux tableaux - par branche - donnant les différents postes du bilan en % . Egalement, aux graphiques qui visualisent l'évolution deces postes dans le temps.

Analyse en flux

Deux séries de tableaux =

- Evaluation des rapports Epargne/ C.A , Δ(Capitaux propres)/C.A
- Evaluation des ratios de financement

  Epargne / Investissements +Δ(Stocks) ,

  Δ(Capitaux propres) / Investissement

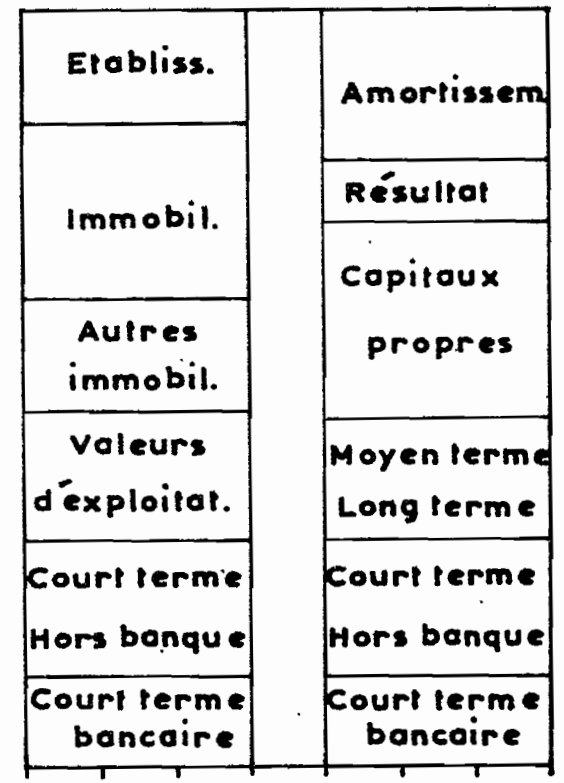
  Δ(Capitaux permanents) / Investissement

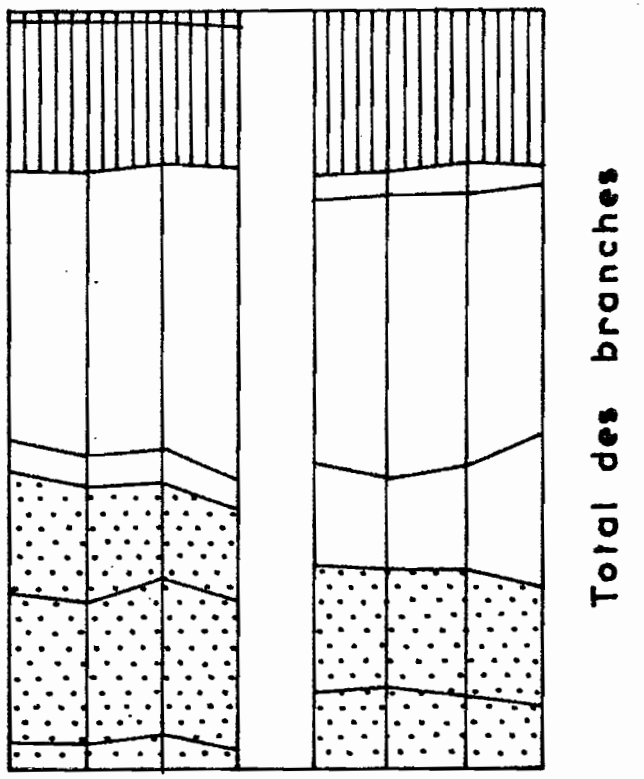
En %

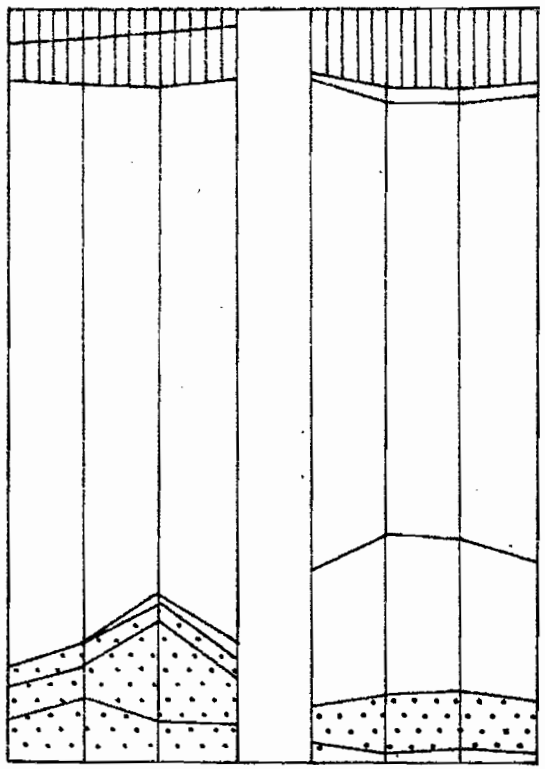
	Epargne/chiffre d'affaire			Capitaux propres/C.A.		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
2	17	8	8	21	52	64
3-15	4	15	8	17	17	13
4	8	-ε.	13	14	4	13
5	3	9	8	3//800	35	8
6	8	8	7	9	12	7
7	16	6	1	16	9	2
8	2	6	2	3	12	4
9	23	18	3	24	52	4
11	- ε	8	3	11	10	11
12	1	8	- 9	1	88	40
13	1	- 3	ε	5	- ε	190
14	11	6	6	18	12	11
16	7	6	7	11	6	7
17	2	4	4	10	5	3
18	6	8	10	18	10	12
19	16	9	9	37	11	9
20	- 1	5	- 2	8	5	2
21	15	11	12	15	11	18
22	3	- 5	-15	3	33	- 4
23	4	6	8	18	7	11

En %

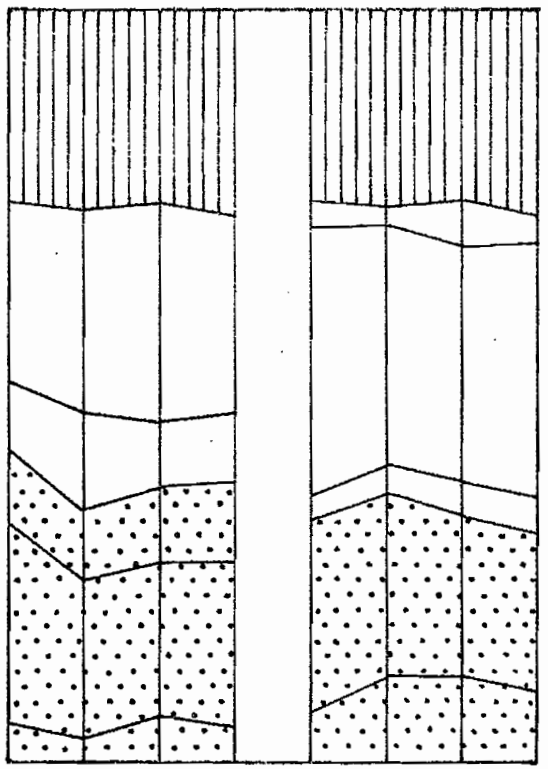
	Epargne/I^t_{+t} Δ_t(Stocks)			Cap.propos/I_t			Cap.permon/I_t		
	63	64	65	63	64	65	63	64	65
2	48	22	9	60	141	79	121	172	88
3-15	17	89	86	83	120	162	91	130	178
4	25	-5	261	60	23	210	64	21	206
5	ε	36	192	99	219	311	99	221	317
6	63	80	106	155	102	135	180	123	171
7	214	44	8	183	83	20	345	86	33
8	30	151	77	128	370	177	99	375	171
9	62	15	2	65	46	3	130	127	82
11	-9	23	-220	151	97	75	124	122	149
12	ε	25	-6	5	300	35	50	312	108
13	11	-200	3	123	-20	3974	52	-18	40000
14	68	94	82	158	376	380	147	275	342
16	-781	30	165	295	400	666	-48	1085	721
17	19	55	106	123	104	534	116	122	566
18	18	53	71	79	116	105	80	161	138
19	38	30	268	106	106	82	103	121	86
20	-28	106	-281	815	210	98	816	210	98
21	76	60	30	160	114	129	160	114	73
22	24	-10	-26	75	96	-8	49	95	103
23	24	1170	89	123	122	247	138	39	270


Etabliss.
Immobil.
Autres immobil.
Valeurs d'exploitat.
Court terme Hors banque
Court terme bancaire
Amortissem
Résultat
Capitaux propres
Moyen terme
Long terme
Court terme Hors banque
Court terme bancaire
62 63 64 65 62 63 64 65

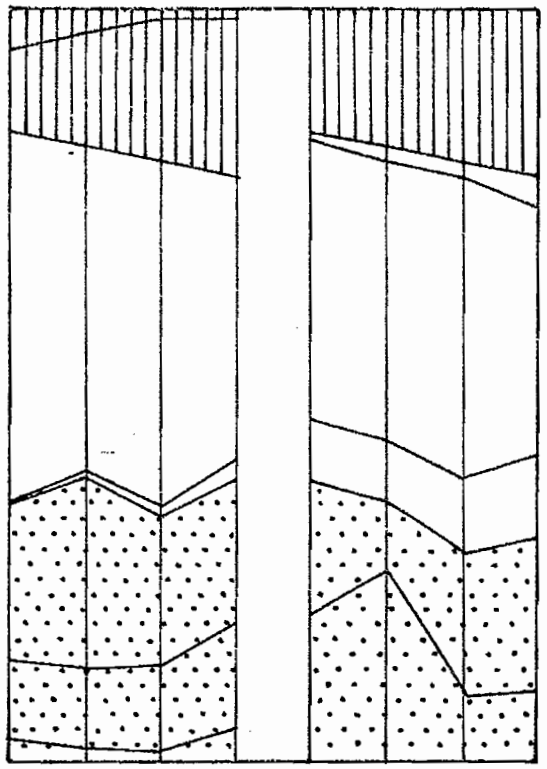

Total des branches
Ttes Branches sauf 10



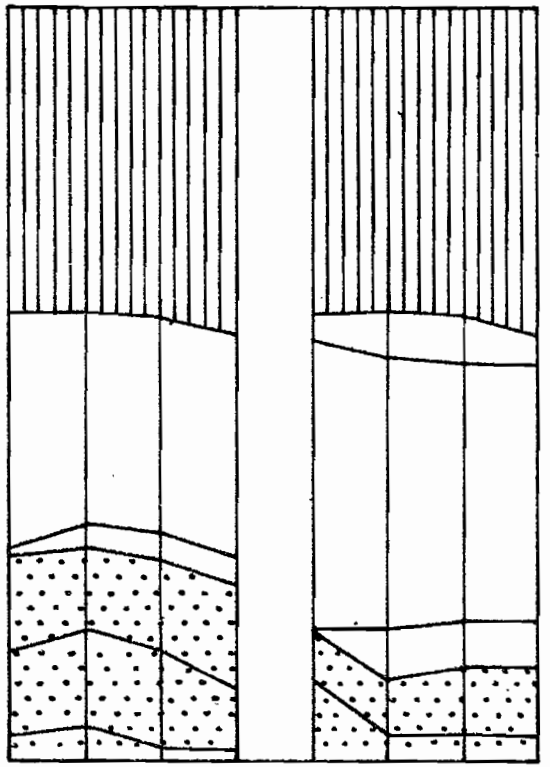
Branche 2



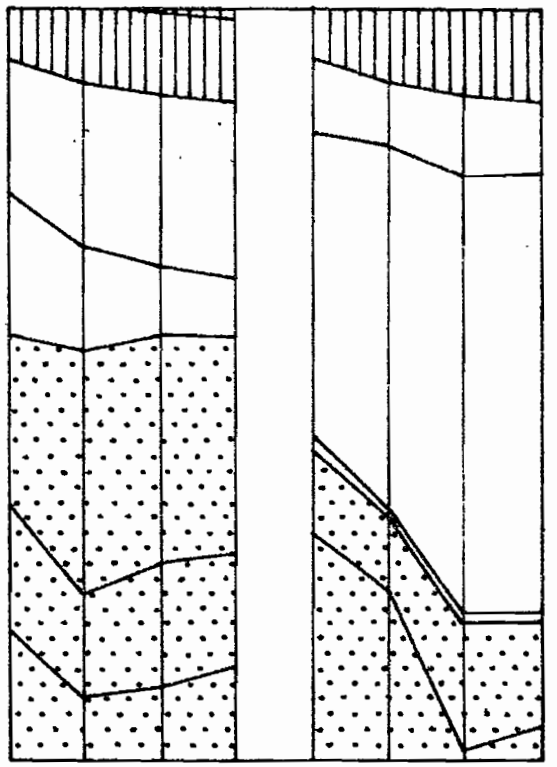
Branches 3 et 15



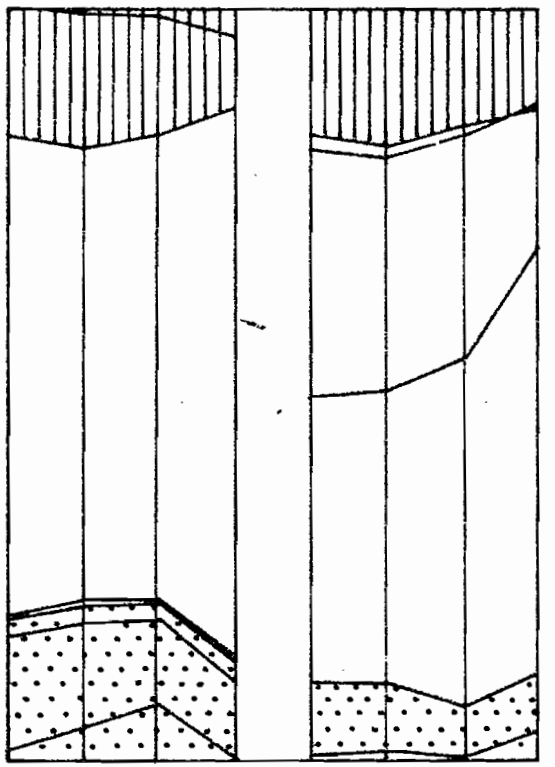
Branche 6



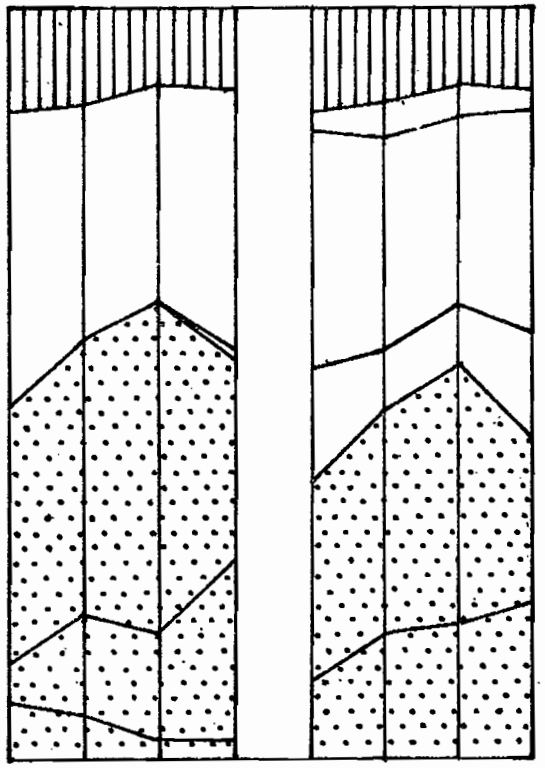
Branche 7



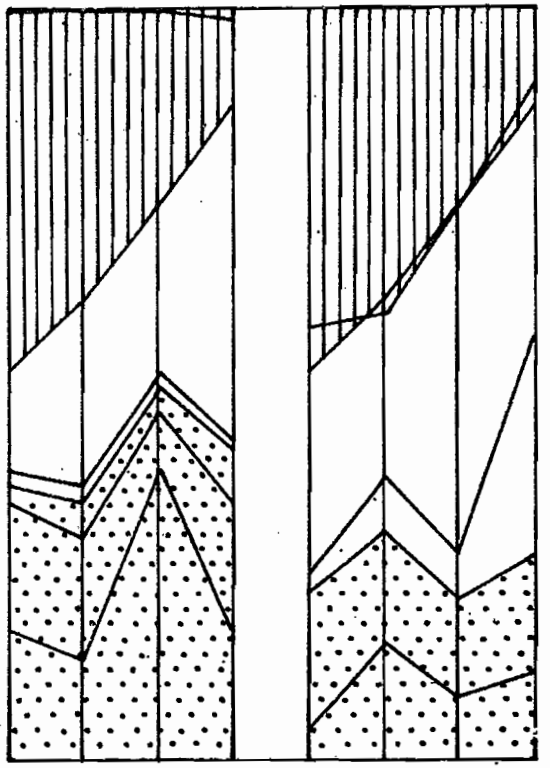
Branche 8



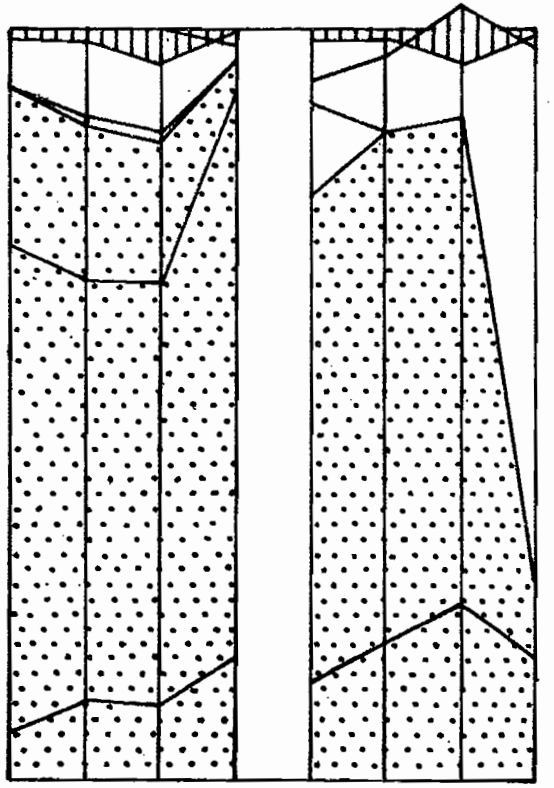
Branche 9



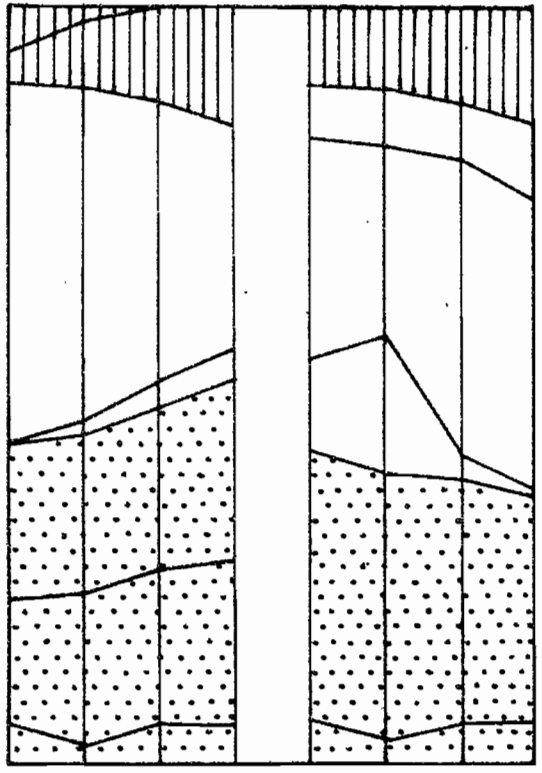
Branche 11



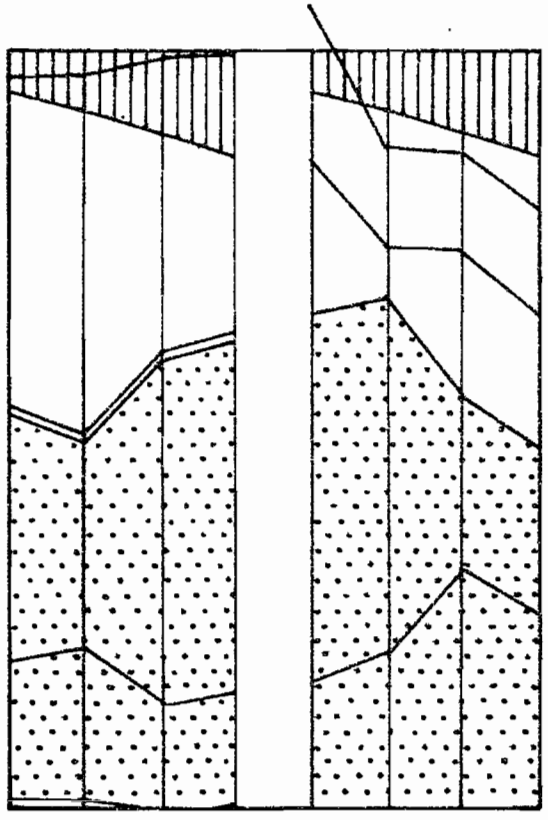
Branche 12



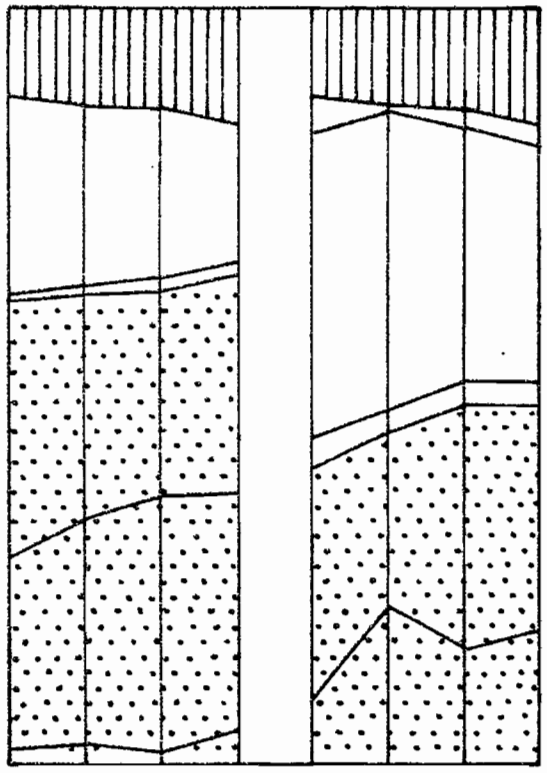
Branche 13



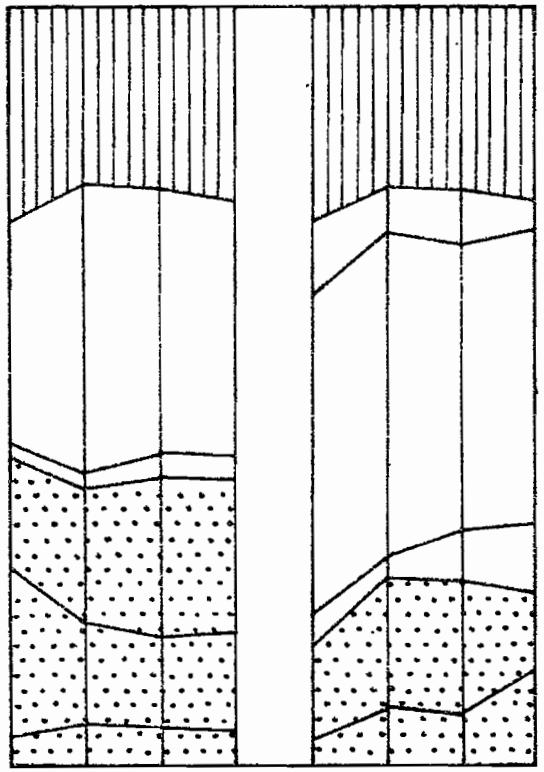
Branche 14



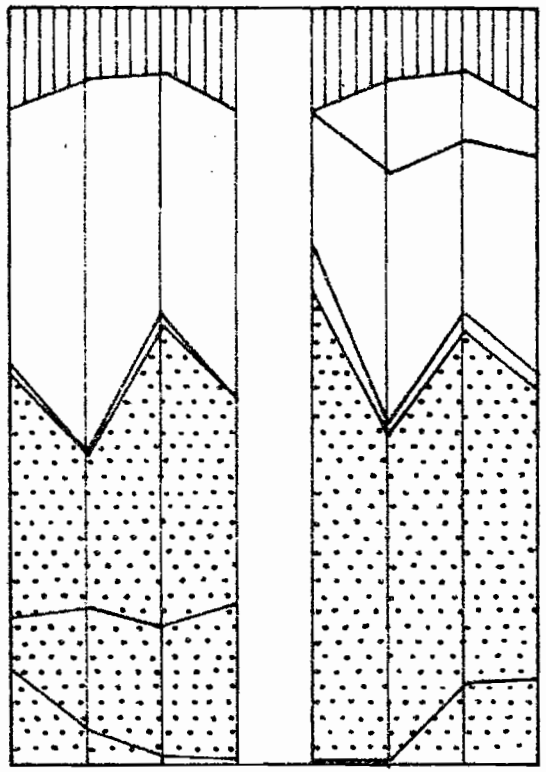
Branche 16



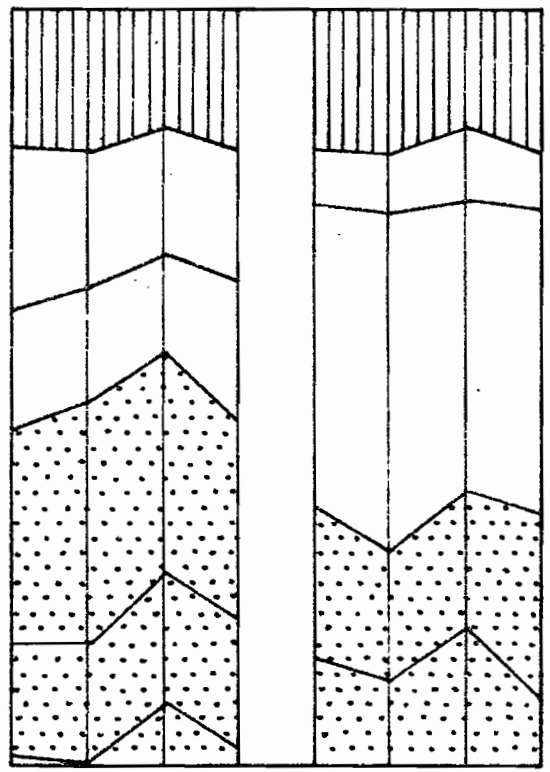
Branche 17



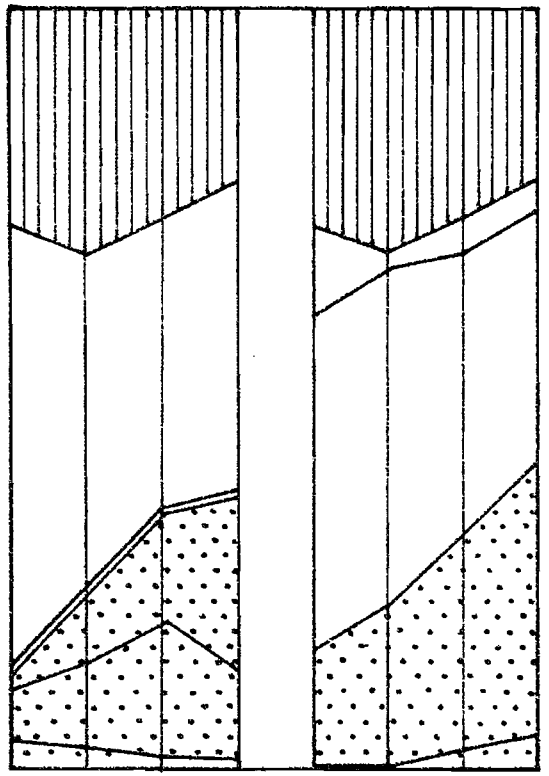
Branche 18



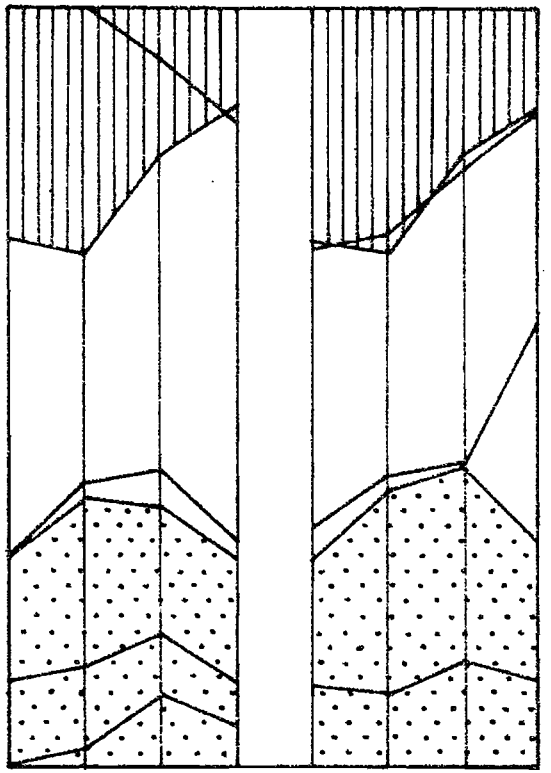
Branche 19



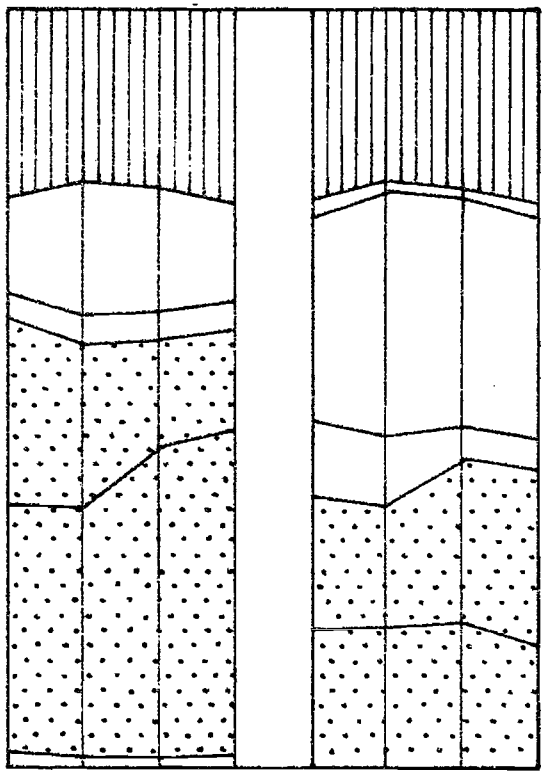
Branche 20



Branche 21



Branche 22



Branche 23

Troisième Partie

Les créanciers et les débiteurs de l'entreprise

- Remarque générale
- L'Etat et l'entreprise
- L'Agent extérieur et l'entreprise

LES CREANCIERS ET DEBITEURS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise entretient des relations financières complexes avec les autres agents économiques; elles sont fonction de son activité de production, d'achat et de vente, et liées aux impératifs d'assurer constamment des ressources suffisantes de trésorerie et de financer au mieux ses immobilisations, tout en consolidant sa place sur le marché par des prises de participations dans des activités connexes (entreprise dominante), ou en se mettant dans la mouvance d'un groupe financier ou d'un réseau puissant de production et de distribution (entreprise dominée).

La démarche qui fut suivie, jusqu'ici, dans cette étude tend à privilégier l'analyse de la structure du tableau de financement de l'entreprise (ratios, balances de mutation, etc..), et la mesure des flux selon le type d'opérations.

Le trinôme : Entreprise (I) - type d'opération (II) - Autre Agent (III)

se trouve réduit à ses deux premiers termes, au détriment du troisième.

Une étude de l'activité financière de l'entreprise qui fût axée sur la personnalité des agents (III) est malheureusement moins facile que les précédentes:

- Dans le cadre de l'information issue de notre échantillon : le dépouillement des dossiers "BIC" permet de se faire une idée des liaisons avec les autres agents économiques, mais sans apporter de données quantitatives suffisamment fondées.

Les extraits de comptabilités d'entreprise accompagnant les déclarations fiscales ne fournissent pas de façon systématique d'informations sur la personnalité des débiteurs et créanciers. Dans le meilleurs des cas, il s'agit de listes nominatives - partielles - et qui se prêtent mal à des agrégations par groupes d'entreprises.

- Une telle étude doit être éclairée par la connaissance de l'environnement juridique et institutionnel. De même que doivent être disponibles les principales grandeurs composant l'activité financière des autres agents économiques.

On voit que les objectifs poursuivis et les méthodes requises pour cette étude sont très différents de ce qui fut l'objet des deux premières parties.

Nous nous bornerons à présenter quelques remarques méthodologiques concernant l'agent "extérieur" et l'Etat.

Les relations de l'Etat avec l'agent entreprise

Il s'agit ici d'essayer de définir l'attitude de l'Etat vis-à-vis de l'agent entreprise. Répondre à cette question suppose que l'on puisse cerner l'importance de l'action motrice de l'Etat sur le secteur industriel.

Un tel sujet ne pouvant être abordé ici d'une manière exhaustive faute d'informations suffisantes, cet exposé préliminaire se contentera de mettre l'accent sur quelques points dont l'étude parait indispensable.

1) Une première démarche doit consister en l'analyse approfondie :

   - d'une part du budget de fonctionnement afin de pouvoir détecter les subventions ou avances qui sont accordées aux entreprises,

   - d'autre part le budget spécial d'investissement et d'équipement afin d'apprécier le volume et l'impact des investissements destinés au secteur industriel.

2) Dans une seconde étape, il convient de cerner les différentes formes que peuvent revêtir l'action de l'Etat:

   - Au niveau des sociétés -
   Il est nécessaire de délimiter les activités dans lesquelles l'Etat se substitue à l'initiative privée (étude du fonctionnement des sociétés d'Etat et d'économie mixte) et de recenser les entreprises dans lesquelles l'Etat détient des participations (mise en évidence des modalités de financement).

- A l'occasion de certaines opérations

. octroi de garantie, d'avals ou de cautions à certaines entreprises pour la souscription d'emprunts

. faculté d'escompte accordé par le truchement de certains organismes de crédit auxquels sont confiés des disponibilités publiques

. les différentes sortes de prêts octroyés par des institutions financières à caractère public.

- Dans le cadre de la politique fiscale et douanière: analyse des mesures d'allègements fiscaux et douaniers accordées à certaines entreprises jugées prioritaires (code des investissements).-

LES LIAISONS FINANCIERES AVEC L'AGENT EXTERIEUR

L'agent "extérieur" intervient au bilan des entreprises à plusieurs titres.

1. Comme client et fournisseur

Les investissements sont réalisés principalement sur produits importés. L'étranger est un client non négligeable des industries de transformation de produits locaux (industrie alimentaire -).

Un certain nombre de secteurs se consacrent à la valorisation et au conditionnement local de produits étrangers et se nourrissent d'"Input " importé .

Une partie de ces transactions d'import-export se fait directement entre l'entreprise et le client ou fournisseur étranger, sans transiter par les secteurs commerciaux. Ainsi, les postes Crédit-clients et Crédits-fournisseurs mettent en jeu pour une part l'agent "extérieur" surtout en ce qui concerne le Crédit-fournisseur

2. Prestations de services

Les relations commerciales étroites qui lient l'entreprise locale à des réseaux de distributions européens, à des groupes financiers et à des industries (aval ou amont) étrangères, sont l'occasion de services réciproques dont le solde est traditionnellement à la charge de l'entreprise locale.

L'imputation du poids réel de ces services (qui ne ressortissent pas aux règles du marché) est malaisée.

Une appréciation par le coût (qui amènerait à considérer des prix largement inférieurs aux prix pratiqués) n'est pas pleinement satisfaisante. Les marges bénéficiaires pratiquées permettent de conclure que les services ainsi rendus aux entreprises locales ont une prime de rareté élevée. Il n'est pas douteux que l'instauration

d'un régime de plus large concurrence (s'il était possible et opportun) serait l'occasion d'une baisse des prix. De même que la pratique de méthodes comptables plus rigoureuses permettrait de sortir (et de mieux suivre) ces frais de la masse des frais généraux et autres postes fourre tout.

Le paiement de ces services allourdit les charges (ou diminue les produits) du compte d'exploitation, amenuisant les bénéfices "révélés" . Et aucun mouvement n'apparait dans les comptes financiers.

Nous sommes enclins à voir dans le paiement de ces services un canal prévilégié des transferts privés à l'étranger et partant, une étude des liaisons financières des entreprises avec le capitalisme étranger ne saurait en esquiver l'analyse.

3. Comme apporteur de capitaux

L'aide publique extérieure qui transite par des organismes administratifs peut être considérée comme une aide à l'Etat, lequel utilise une partie de ces ressources pour prêter aux entreprises.

- Les capitaux privés = Investissements directs, Compte de liaison, prise de participation, prêts et comptes courants créditeurs. L'importance de ce rôle de bailleur de fonds est fonction du concept retenu pour distinguer l'agent extérieur = national, territorial. A défaut d'une doctrine très précise de la Comptabilité Nationale à ce sujet, les évaluations possibles risquent de diverger sérieusement.

Exemple = Cas d'une société industrielle ou commerciale dont les actionnaires sont des européens (ayant des intérêts à la fois en Côte d'Ivoire et ailleurs). La firme peut être considérée comme intérieure (concept intérieur, territorial, de résidence), et ses opérations de production, d'affectation, de capital rttachées à l'activité du pays. Mais pour ce qui concerne les opérations de financement autre que l'autofinancement, l'appel aux capitaux de Tiers, y compris des actionnaires, sera considérée comme une dette sur l'extérieur si l'agent considéré est rangé parmi l'extérieur. De même, les dividendes et intérêts, sont-ils versés à des menages intérieurs ou à l'extérieur ?

Or, au bilan des entreprises, les variations des ressources financières proviennent pour une bonne part des variations de compte d'associés, d'augmentation de capital appelé auprès de personnes dont le rangement comme agent intérieur (ou extérieur) est arbitraire.

Le cas d'une filiale de société étrangère est plus simple, théoriquement. Mais, ici, le bilan reflète assez mal la situation financière de l'entreprise, dans la mesure où le compte de liaison est maintenu au plus bas, en contrepartie du virement quasi-systématique à la maison-mère des disponibilités à court terme.